

TESTO UFFICIALE  
TEXTE OFFICIEL

**PARTE PRIMA**

**LEGGI E REGOLAMENTI**

**Loi régionale n° 6 du 16 mars 2006,**

**portant dispositions propres à mettre en valeur l'autonomie et réglementation des signes distinctifs de la Région. Abrogation de la loi régionale n° 2 du 20 avril 1958.**

LE CONSEIL RÉGIONAL

a approuvé ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉGION

promulgue

la loi dont la teneur suit :

Art. 1<sup>er</sup>  
(Objet)

1. La présente loi porte dispositions en matière de célébration du Statut spécial et d'institution de la Fête de la Vallée d'Aoste, de caractéristiques et modalités d'utilisation de l'emblème, du gonfalon et du drapeau, de modalités d'exécution de l'hymne de la Région et d'attribution de décorations régionales et autres dispositions propres à mettre en valeur l'autonomie et la connaissance des institutions, ainsi qu'à développer la conscience civique.

Art. 2  
(Célébration du Statut spécial et institution  
de la Fête de la Vallée d'Aoste)

1. La constitution de la Vallée d'Aoste en Région autonome du fait de l'approbation du Statut spécial par la loi constitutionnelle n° 4 du 26 février 1948 est célébrée chaque année, le dernier dimanche du mois de février.
2. La Fête de la Vallée d'Aoste est instituée dans le but de promouvoir la connaissance de l'histoire de la Vallée d'Aoste, d'en illustrer et d'en valoriser le patrimoine linguistique, social, culturel et identitaire, mais aussi d'affirmer les valeurs et les traditions de la communauté valdôtaine.
3. La Fête de la Vallée d'Aoste a lieu le 7 septembre.

**PREMIÈRE PARTIE**

**LOIS ET RÈGLEMENTS**

**Legge regionale 16 marzo 2006, n. 6.**

**Disposizioni per la valorizzazione dell'autonomia e disciplina dei segni distintivi della Regione. Abrogazione della legge regionale 20 aprile 1958, n. 2.**

IL CONSIGLIO REGIONALE

ha approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REGIONE

promulga

la seguente legge:

Art. 1  
(Oggetto)

1. La presente legge detta disposizioni in materia di celebrazione dello Statuto speciale e di istituzione della Festa della Valle d'Aosta, di caratteristiche e modalità di utilizzo dello stemma, del gonfalone, della bandiera e dell'inno della Regione, di onorificenze regionali ed altre disposizioni volte alla valorizzazione dell'autonomia, alla conoscenza delle istituzioni e allo sviluppo della coscienza civica.

Art. 2  
(Celebrazione dello Statuto speciale ed istituzione  
della Festa della Valle d'Aosta)

1. La costituzione della Valle d'Aosta in Regione autonoma, avvenuta con lo Statuto speciale approvato con legge costituzionale 26 febbraio 1948, n. 4, è celebrata l'ultima domenica di febbraio di ogni anno.
2. Al fine di favorire la conoscenza della storia della Valle d'Aosta, di illustrarne e valorizzarne il patrimonio linguistico, sociale, culturale e identitario e di affermare i valori e le tradizioni della comunità valdostana, è istituita la Festa della Valle d'Aosta.
3. La Festa della Valle d'Aosta ricorre il 7 settembre.

4. Le Gouvernement régional, en accord avec le Bureau de la Présidence du Conseil régional et avec le Conseil permanent des collectivités locales, fixe chaque année les initiatives et les manifestations conçues pour célébrer les anniversaires visés au présent article et destinées, notamment, aux jeunes générations et aux écoles de tous ordres et degrés.

Art. 3

*(Caractéristiques et utilisation de l'emblème)*

1. L'emblème de la Région est conforme aux caractéristiques indiquées par le décret du Président de la République du 13 juillet 1987 (Attribution d'un emblème et d'un gonfalon à la Région autonome Vallée d'Aoste), publié au Bulletin officiel de la Région n° 2 du 9 janvier 1989.
2. L'emblème et ses élaborations graphiques sont, en général, accompagnés de la mention « Région autonome Vallée d'Aoste / Regione autonoma Valle d'Aosta » ou « Conseil régional de la Vallée d'Aoste / Consiglio regionale della Valle d'Aosta », conformément aux graphismes et aux modalités fixés par les guides d'utilisation approuvés par le Gouvernement régional et par le Bureau de la Présidence du Conseil régional dans les six mois suivant la date d'entrée en vigueur de la présente loi.
3. L'emblème, ou le cas échéant ses élaborations graphiques, figure sur le frontispice du Bulletin officiel de la Région, sur les actes officiels, sur les plaques des bureaux centraux et périphériques de la Région, sur le papier à en-tête destiné à la correspondance des organes et bureaux régionaux et peut aussi apparaître sur les actes et documents de communication institutionnelle de la Région, ainsi que sur les documents servant à promouvoir les initiatives prises par la Région, même lorsque celle-ci agit en collaboration avec d'autres sujets, publics ou privés.
4. A l'exception des cas prévus par le 3e alinéa du présent article, seule la Région peut utiliser l'emblème et ses élaborations graphiques.
5. Des signes distinctifs représentant l'emblème de la Région sont réservés au Président de la Région, au Président du Conseil régional, aux conseillers et aux assesseurs régionaux; les formes et modalités d'utilisation desdits signes sont définies de concert par le Gouvernement régional et le Bureau de la Présidence du Conseil régional dans les six mois suivant la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 4

*(Caractéristiques et utilisation du gonfalon)*

1. Le gonfalon de la Région est conforme aux caractéristiques indiquées par le décret du Président de la République du 13 juillet 1987.
2. Le gonfalon est conservé au siège du Conseil régional.

4. La Giunta regionale, d'intesa con l'Ufficio di presidenza del Consiglio regionale e con il Consiglio permanente degli enti locali, stabilisce annualmente le iniziative e gli interventi finalizzati alla celebrazione delle ricorrenze di cui al presente articolo, diretti, in particolare, alle giovani generazioni e alle scuole di ogni ordine e grado.

Art. 3

*(Caratteristiche e uso dello stemma)*

1. Lo stemma della Regione è conforme alle caratteristiche stabilite dal decreto del Presidente della Repubblica 13 luglio 1987 (Concessione di uno stemma e di un gonfalone alla Regione Autonoma Valle d'Aosta), pubblicato nel Bollettino ufficiale della Regione n. 2 del 9 gennaio 1989.
2. Lo stemma e le sue elaborazioni grafiche sono, di norma, accompagnati dalla scritta Région autonome Vallée d'Aoste/Regione autonoma Valle d'Aosta o Conseil régional de la Vallée d'Aoste/Consiglio regionale della Valle d'Aosta, secondo grafica e modalità stabilite da appositi manuali d'uso approvati dalla Giunta regionale e dall'ufficio di Presidenza del Consiglio regionale, entro sei mesi dalla data di entrata in vigore della presente legge.
3. Lo stemma, o se del caso le sue eventuali elaborazioni grafiche, è rappresentato sul frontespizio del Bollettino ufficiale della Regione, sugli atti ufficiali, sulle targhe indicanti gli uffici centrali e distaccati della Regione, sulla carta destinata alla corrispondenza degli organi ed uffici regionali e può essere utilizzato sugli atti o documenti di comunicazione istituzionale della Regione, nonché sui documenti promozionali di iniziative assunte dalla Regione anche in collaborazione con altri soggetti, pubblici o privati.
4. Salvo quanto previsto dal comma 3, l'uso dello stemma e delle sue elaborazioni grafiche è riservato esclusivamente alla Regione.
5. Al Presidente della Regione, al Presidente del Consiglio regionale, agli Assessori e ai Consiglieri regionali sono assegnati segni distintivi raffiguranti lo stemma della Regione, le cui forme e modalità di utilizzo sono definite in accordo tra la Giunta regionale e l'ufficio di Presidenza del Consiglio regionale, entro sei mesi dalla data di entrata in vigore della presente legge.

Art. 4

*(Caratteristiche e uso del gonfalone)*

1. Il gonfalone della Regione è conforme alle caratteristiche stabilite dal decreto del Presidente della Repubblica del 13 luglio 1987.
2. Il gonfalone è custodito presso la sede del Consiglio regionale.

3. La participation du gonfalon aux événements publics, aux cérémonies et aux manifestations officielles est autorisée par le Président de la Région.

Art. 5  
(Caractéristiques du drapeau)

1. Le drapeau de la Région est un rectangle de tissu, dont le guindant est égal aux deux tiers du battant, divisé verticalement en deux parties égales, l'une noire et l'autre rouge, la partie noire étant contre la hampe.

Art. 6  
(Déploiement du drapeau)

1. Sans préjudice des dispositions nationales en vigueur quant à l'utilisation des drapeaux de la République italienne et de l'Union européenne, le drapeau de la Région est déployé:

- a) à l'extérieur du siège du Gouvernement et du Conseil régional;
  - b) à l'extérieur du siège des Communes et des Communautés de montagne;
  - c) à l'extérieur des établissements scolaires de tous ordres et degrés;
  - d) à l'extérieur des bâtiments accueillant un bureau de vote lors de l'élection du Conseil régional;
  - e) dans les salles de réunion du Gouvernement régional, du Conseil régional, des conseils des Communes et des Communautés de montagne, dans les bureaux du Président de la Région, du Président du Conseil régional, des syndicats et des présidents des Communautés de montagne;
  - f) chaque fois que les drapeaux de la République italienne et de l'Union européenne sont déployés;
  - g) lors d'événements revêtant une importance ou une solennité particulière pour la Région.
2. Le drapeau de la Région est également déployé à côté de celui de la République italienne et de l'Union européenne:
- a) le 26 février, ou le dernier dimanche de février, si les dates ne coïncident pas, à l'occasion de la célébration de l'anniversaire de la constitution de la Vallée d'Aoste en Région autonome et de la promulgation du Statut spécial;
  - b) le 7 septembre, à l'occasion de la Fête de la Vallée d'Aoste;
  - c) les jours de fête nationale;
  - d) tous les autres jours faisant l'objet de dispositions ou visés par une autorisation du Président du Conseil des ministres.
3. Le drapeau doit être en bon état, correctement déployé et le tissu comme la hampe ne doivent porter aucun signe, ni marque, ni inscription.
4. En signe de deuil, le drapeau qui flotte sur les bâtiments publics est mis en berne. L'extrémité de la hampe peut être munie de deux crêpes noirs, disposition obligatoire

3. La partecipazione del gonfalone alle pubbliche ricorrenze, alle cerimonie e alle manifestazioni ufficiali è autorizzata dal Presidente della Regione.

Art. 5  
(Caratteristiche della bandiera)

1. La bandiera della Regione è formata da un drappo di forma rettangolare, alto due terzi della sua lunghezza, suddiviso verticalmente in due sezioni uguali di colore nero e rosso, con il nero aderente all'inferitura.

Art. 6  
(Esposizione della bandiera)

1. Fatto salvo quanto disposto dalle disposizioni statali vigenti in materia di utilizzo delle bandiere della Repubblica italiana e dell'Unione europea, la bandiera della Regione è esposta:

- a) all'esterno delle sedi della Giunta e del Consiglio regionale;
  - b) all'esterno delle sedi dei Comuni e delle Comunità montane;
  - c) all'esterno degli edifici scolastici di ogni ordine e grado;
  - d) all'esterno degli edifici sedi di seggi elettorali in occasione di votazioni per il rinnovo del Consiglio regionale;
  - e) nelle sale di riunione della Giunta regionale, del Consiglio regionale, dei Consigli comunali e delle Comunità montane, negli uffici del Presidente della Regione, del Presidente del Consiglio regionale, dei Sindaci e dei Presidenti delle Comunità montane;
  - f) ogni volta che sono esposte le bandiere della Repubblica italiana e dell'Unione europea;
  - g) in occasione di avvenimenti che rivestano particolare importanza e solennità regionale.
2. La bandiera della Regione è altresì esposta, insieme a quelle della Repubblica italiana e dell'Unione europea:
- a) il 26 febbraio o, se non coincidente, l'ultima domenica di febbraio, in occasione della celebrazione dell'anniversario della costituzione della Valle d'Aosta in Regione autonoma e della promulgazione dello Statuto speciale;
  - b) il 7 settembre, in occasione della Festa della Valle d'Aosta;
  - c) nei giorni di festività nazionale;
  - d) negli altri giorni indicati da disposizioni o autorizzazioni del Presidente del Consiglio dei ministri.
3. La bandiera è esposta in buono stato e correttamente dispiegata, senza figure, scritte o lettere di alcun tipo su di essa o sull'asta che la reca.
4. In segno di lutto, la bandiera posta all'esterno degli edifici pubblici deve essere tenuta a mezz'asta. Possono adottarsi, all'estremità superiore dell'inferitura, due stri-

lorsque le drapeau est déployé à l'occasion de funérailles publiques.

5. Le drapeau ne peut servir à draper, ni décorer quoi que ce soit. Pour orner les estrades ou les balcons et pour tout autre type de décoration lors de réunions institutionnelles ou de manifestations officielles, seuls les tissus ou rubans de couleur rouge et noire peuvent être utilisés.
6. Le Gouvernement et le Conseil régional désignent les structures chargées de s'assurer que le drapeau est correctement déployé à l'extérieur des bâtiments relevant de leur autorité.

Art. 7  
(Fourniture du drapeau régional)

1. Lors de la première application de la présente loi, la Région fournira gratuitement un drapeau aux organismes et structures visés aux lettres b) et c) du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 6, ainsi qu'aux bureaux décentralisés de l'État implantés sur le territoire régional qui en feront la demande.
2. La structure compétente en matière de protocole du Gouvernement régional est chargée de prendre les mesures inhérentes à l'application des dispositions du 1<sup>er</sup> alinéa du présent article.

Art. 8  
(Hymne régional)

1. L'hymne régional est le chant traditionnel «Montagnes valdôtaines».
2. Dans les trois mois suivant la date d'entrée en vigueur de la présente loi, le Gouvernement régional fixe par délibération le texte, la mélodie et les modalités d'exécution de l'hymne régional.

Art. 9  
(Rendez-vous citoyens)

1. La Présidence de la Région organise régulièrement des rencontres, appelées «rendez-vous citoyens», visant à informer et à sensibiliser aux questions de l'éducation civique les jeunes résidant en Vallée d'Aoste qui atteignent leur majorité.
2. Par ailleurs, le Gouvernement régional organise chaque année des actions de prévention de la santé.
3. Les modalités d'organisation de ces rencontres et de ces actions sont fixées par délibération du Gouvernement régional.

Art. 10  
(Décorations)

1. Les décorations régionales suivantes sont créées:

sce di velo nero, obbligatorie nel caso in cui la bandiera sia portata in pubbliche cerimonie funebri.

5. La bandiera non può essere utilizzata per alcun tipo di drappo o addobbo. Per drappeggiare palchi e balconate e per altre decorazioni in occasione di riunioni istituzionali o manifestazioni ufficiali, possono essere utilizzati tessuti e nastri riproducenti i colori nero e rosso.
6. La Giunta e il Consiglio regionale individuano le strutture responsabili per la verifica della corretta esposizione della bandiera all'esterno degli edifici di propria competenza.

Art. 7  
(Fornitura della bandiera regionale)

1. In sede di prima applicazione della presente legge, la Regione, su richiesta, fornisce gratuitamente una bandiera agli enti e agli organismi di cui all'articolo 6, comma 1, lettere b) e c), e agli uffici periferici dello Stato aventi sede nel territorio regionale.
2. Gli adempimenti connessi all'applicazione delle disposizioni di cui al comma 1 sono demandati alla struttura della Giunta regionale competente in materia di cerimoniale.

Art. 8  
(Inno regionale)

1. Il canto tradizionale *Montagnes valdôtaines* è riconosciuto quale inno della Regione.
2. La Giunta regionale, entro tre mesi dalla data di entrata in vigore della presente legge, fissa con propria deliberazione il testo, la melodia e le modalità di esecuzione dell'inno della Regione.

Art. 9  
(Rendez-vous citoyens)

1. La Presidenza della Regione organizza periodicamente incontri collettivi, denominati *Rendez-vous citoyens*, diretti all'informazione e alla sensibilizzazione sui temi dell'educazione civica ai quali sono invitati a partecipare i giovani residenti in Valle d'Aosta al compimento della maggiore età.
2. La Giunta regionale organizza, inoltre, annualmente azioni in materia di prevenzione sanitaria.
3. Le modalità di svolgimento degli incontri e delle azioni di cui ai commi 1 e 2 sono definite con deliberazione della Giunta regionale.

Art. 10  
(Onorificenze)

1. Sono istituite le seguenti onorificenze regionali:

- a) «Amis de la Vallée d'Aoste», qui confère la citoyenneté d'honneur de la Région et comporte l'adhésion à la Confrérie des amis de la Vallée d'Aoste destinée à des personnalités, italiennes ou étrangères, dont la présence ou l'action ont rehaussé le prestige de la Vallée d'Aoste;
  - b) «Chevalier de l'autonomie», décernée à des citoyens nés ou résidant en Vallée d'Aoste qui se sont distingués par leurs mérites dans les domaines du sport, de la culture, des sciences, des arts, de l'économie, de la politique ou de l'activité sociale.
2. Les décorations visées au 1<sup>er</sup> alinéa du présent article sont conférées par arrêté du Président de la Région, après délibération du Gouvernement régional, et remises, d'ordinaire, le 7 septembre, à l'occasion de la célébration de la Fête de la Vallée d'Aoste.
  3. Le Gouvernement régional, dans les quatre mois qui suivent la date d'entrée en vigueur de la présente loi, fixe par délibération les procédures de proposition et d'attribution des décorations visées au 1<sup>er</sup> alinéa du présent article, les formes de ces dernières et toute autre mesure propre à l'application des dispositions visées au présent article.

Art. 11  
(Abrogation)

1. La loi régionale n° 2 du 20 avril 1958 (Anniversaire de la constitution de la Région) est abrogée.

Art. 12  
(Dispositions financières)

1. La dépense dérivant de l'application de la présente loi est fixée à 150.000 euros par an à partir de 2006.
2. La dépense visée au premier alinéa du présent article est financée par les crédits inscrits à l'état prévisionnel de la dépense du budget 2006 et du budget pluriannuel 2006/2008 de la Région, au titre de l'objectif programmatique 2.1.6.02. (Congrès, colloques et manifestations).
3. La dépense visée au premier alinéa du présent article est financée par le prélèvement de montants identiques sur les crédits destinés à l'objectif programmatique 3.1. (Fonds globaux) au titre du chapitre 69000 (Fonds global pour le financement de dépenses ordinaires) à valoir sur le fonds visé au point A.2. de l'annexe n. 1 desdits bud-gets.
4. Aux fins de l'application de la présente loi, le Gouvernement régional est autorisé à délibérer les rectifications du budget s'avérant nécessaires, sur proposition de l'assesseur régional compétent en matière de budget.

La présente loi est publiée au Bulletin officiel de la Région.

- a) *Amis de la Vallée d'Aoste*, che conferisce la cittadinanza regionale onoraria e l'adesione alla *Confrérie des amis de la Vallée d'Aoste* a personalità, italiane o straniera, che con la loro presenza o la loro opera abbiano conferito prestigio alla Valle d'Aosta;
- b) *Chevalier de l'autonomie*, assegnata a cittadini nati o residenti in Valle d'Aosta che si siano distinti per particolari meriti nel campo dello sport, della cultura, delle scienze, delle arti, dell'economia, della politica o del sociale.

2. Le onorificenze di cui al comma 1 sono conferite con decreto del Presidente della Regione, previa deliberazione della Giunta regionale, e consegnate, di norma, il 7 settembre, in occasione della celebrazione della Festa della Valle d'Aosta.
3. La Giunta regionale, entro quattro mesi dalla data di entrata in vigore della presente legge, stabilisce, con propria deliberazione, le procedure di proposta e di concessione delle onorificenze di cui al comma 1, le forme delle stesse ed ogni altro adempimento relativo all'applicazione delle disposizioni di cui al presente articolo.

Art. 11  
(Abrogazione)

1. La legge regionale 20 aprile 1958, n. 2 (Celebrazione annuale della costituzione della Regione), è abrogata.

Art. 12  
(Disposizioni finanziarie)

1. L'onere derivante dall'applicazione della presente legge è determinato in euro 150.000 annui a decorrere dall'anno 2006.
2. L'onere di cui al comma 1 trova copertura nello stato di previsione della spesa del bilancio della Regione per l'anno finanziario 2006 e di quello pluriennale per il triennio 2006/2008, nell'obiettivo programmatico 2.1.6.02. (Congressi, convegni e manifestazioni).
3. Al finanziamento dell'onere di cui al comma 1 si provvede mediante l'utilizzo, per pari importi, degli stanziamenti iscritti nell'obiettivo programmatico 3.1. (Fondi globali) al capitolo 69000 (Fondo globale per il finanziamento di spese correnti) a valere sullo specifico accantonamento previsto al punto A.2. dell'allegato 1 ai suddetti bilanci.
4. Per l'applicazione della presente legge, la Giunta regionale è autorizzata ad apportare, con propria deliberazione, su proposta dell'assessore regionale competente in materia di bilancio, le occorrenti variazioni di bilancio.

La presente legge sarà pubblicata sul Bollettino ufficiale della Regione.

Quiconque est tenu de l'observer et de la faire observer  
comme loi de la Région autonome Vallée d'Aoste.

Fait à Aoste, le 16 mars 2006.

Le président,  
Luciano CAVERI

**LAVORI PREPARATORI**

Disegno di legge n. 98

- di iniziativa della Giunta regionale (atto n. 3606 del 28.10.2005);
- presentato al Consiglio regionale in data 07.11.2005;
- assegnato alla I Commissione consiliare permanente in data 18.11.2005;
- assegnato alla Commissione Affari generali, per il parere di compatibilità del progetto di legge con i bilanci della Regione, in data 18.11.2005;
- esaminato dalla I Commissione consiliare permanente, con parere in data 10.02.2006, nuovo testo della Commissione e relazione del Consigliere Laurent VIÉRIN;
- esaminato dalla II Commissione consiliare permanente in data 13.02.2006, nuovo testo della I Commissione;
- approvato dal Consiglio regionale nella seduta del 09.03.2006, con deliberazione n. 1831/XII;
- trasmesso al Presidente della Regione in data 15.03.2006.

È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla  
osservare come legge della Regione autonoma Valle  
d'Aosta.

Aosta, 16 marzo 2006.

Il Presidente  
CAVERI

**TRAVAUX PRÉPARATOIRES**

Projet de loi n° 98

- à l'initiative du Gouvernement régional (délibération n° 3606 du 28.10.2005) ;
- présenté au Conseil régional en date du 07.11.2005 ;
- soumis à la I<sup>ère</sup> Commission permanente du Conseil en date du 18.11.2005 ;
- soumis à la Commission des affaires générales aux fins de l'avis de compatibilité du projet de loi et des budgets de la Région, en date du 18.11.2005 ;
- examiné par la I<sup>ère</sup> Commission permanente du Conseil – avis en date du 10.02.2006 – nouveau texte et rapport du Conseiller Laurent VIÉRIN ;
- examiné par la II<sup>ème</sup> Commission permanente du Conseil en date du 13.02.2006, nouveau texte de la I<sup>ère</sup> Commission ;
- approuvé par le Conseil régional lors de la séance du 09.03.2006, délibération n° 1831/XII ;
- transmis au Président de la Région en date du 15.03.2006.

**Legge regionale 16 marzo 2006, n. 7.**

**Nuove disposizioni concernenti la società finanziaria regionale FINAOSTA S.p.A.. Abrogazione della legge regionale 28 giugno 1982, n. 16.**

IL CONSIGLIO REGIONALE

ha approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REGIONE

promulga

la seguente legge:

INDICE

CAPO I

DISPOSIZIONI GENERALI

**Loi régionale n° 7 du 16 mars 2006,**

**portant nouvelles dispositions relatives à la société financière régionale FINAOSTA SpA et abrogation de la loi régionale n° 16 du 28 juin 1982.**

LE CONSEIL RÉGIONAL

a approuvé ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉGION

promulgue

la loi dont la teneur suit :

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I<sup>ER</sup>

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- Art. 1 – Oggetto  
Art. 2 – Natura della società e statuto  
Art. 3 – Oggetto sociale

CAPO II  
INTERVENTI DI FINAOSTA S.P.A.  
E RAPPORTI CON LA REGIONE

- Art. 4 – Gestioni finanziarie  
Art. 5 – Interventi della gestione ordinaria  
Art. 6 – Interventi della gestione speciale  
Art. 7 – Modalità di intervento  
Art. 8 – Applicazione degli articoli 87 e 88 del Trattato CE  
Art. 9 – Recesso dalle partecipazioni  
Art. 10 – Partecipazione al capitale sociale  
Art. 11 – Fondi speciali  
Art. 12 – Emissione di obbligazioni  
Art. 13 – Rapporti con la Regione

CAPO III  
ORGANI DI FINAOSTA S.P.A.

- Art. 14 – Consiglio di amministrazione  
Art. 15 – Collegio sindacale e controllo contabile  
  
Art. 16 – Consiglio di gestione  
Art. 17 – Consiglio di sorveglianza e controllo contabile

CAPO IV  
DISPOSIZIONI TRANSITORIE E FINALI

- Art. 18 – Abrogazioni  
Art. 19 – Disposizione di coordinamento  
Art. 20 – Disposizione transitoria  
Art. 21 – Dichiarazione d'urgenza

CAPO I  
DISPOSIZIONI GENERALI

Art. 1  
(Oggetto)

1. La presente legge detta nuove disposizioni concernenti la società finanziaria regionale FINAOSTA S.p.A., istituita ai sensi della legge regionale 28 giugno 1982, n. 16.

Art. 2  
(Natura della società e statuto)

1. FINAOSTA S.p.A. agisce, in considerazione delle finalità perseguite, in qualità di ente strumentale della Regione.  
2. Possono essere soci di FINAOSTA S.p.A., oltre alla

- Art. 1<sup>er</sup> – Objet  
Art. 2 – Nature de la société et statuts  
Art. 3 – Objet social

CHAPITRE II  
OPÉRATIONS DE FINAOSTA SPA  
ET RAPPORTS AVEC LA RÉGION

- Art. 4 – Gestions financières  
Art. 5 – Opérations dans le cadre de la gestion ordinaire  
Art. 6 – Opérations dans le cadre de la gestion spéciale  
Art. 7 – Modalités d'intervention  
Art. 8 – Application des art. 87 et 88 du Traité CE  
Art. 9 – Abandon des participations  
Art. 10 – Participation au capital social  
Art. 11 – Fonds spéciaux  
Art. 12 – Émission d'obligations  
Art. 13 – Rapports avec la Région

CHAPITRE III  
ORGANES DE FINAOSTA SPA

- Art. 14 – Conseil d'administration  
Art. 15 – Conseil des commissaires aux comptes et contrôle comptable  
Art. 16 – Conseil de gestion  
Art. 17 – Conseil de surveillance et contrôle comptable

CHAPITRE IV  
DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

- Art. 18 – Abrogations  
Art. 19 – Disposition de coordination  
Art. 20 – Disposition transitoire  
Art. 21 – Déclaration d'urgence

CHAPITRE I<sup>ER</sup>  
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1<sup>er</sup>  
(Objet)

1. La présente loi fixe les nouvelles dispositions relatives à la société financière régionale FINAOSTA SpA, créée au sens de la loi régionale n° 16 du 28 juin 1982.

Art. 2  
(Nature de la société et statuts)

1. FINAOSTA SpA agit, compte tenu des finalités qu'elle poursuit, en qualité d'établissement opérationnel de la Région.  
2. Peuvent être associés de FINAOSTA SpA, en sus de la

Regione, gli enti pubblici territoriali e non territoriali, le banche e gli intermediari finanziari, le società finanziarie e creditizie controllate da banche e da intermediari finanziari, le società di assicurazione, i consorzi di imprese legalmente costituiti e le società di servizi controllate da associazioni di categorie produttive.

3. Alla Regione è riservata la proprietà del 75 per cento delle azioni di FINAOSTA S.p.A..
4. Le modificazioni dello statuto di FINAOSTA S.p.A., già adottato ai sensi della l.r. 16/1982, sono approvate con deliberazione del Consiglio regionale.

Art. 3  
(Oggetto sociale)

1. FINAOSTA S.p.A. ha lo scopo di concorrere, nel quadro di una politica di programmazione regionale, a promuovere e a compiere tutte quelle attività o a porre in essere tutti quegli interventi che, direttamente o indirettamente, favoriscano lo sviluppo socio-economico del territorio regionale, in armonia con le direttive della Regione.
2. Lo scopo di cui al comma 1 è perseguito, principalmente, con forme di intervento tendenti a favorire la nascita, lo sviluppo, l'ammodernamento, il consolidamento economico e la mutua collaborazione di imprese, pubbliche e private, e di enti pubblici con organizzazione operativa e prevalente attività nel territorio regionale.
3. Ai fini della presente legge, l'attività di un'impresa si considera prevalentemente svolta nel territorio regionale quando qui siano localizzati per intero o in parte predominante gli investimenti fissi e l'occupazione e, ove richiesto, la direzione tecnica e quella amministrativa.
4. FINAOSTA S.p.A. può intervenire anche a favore di imprese con organizzazione operativa e prevalente attività al di fuori del territorio regionale, purché tali interventi siano funzionali allo sviluppo di iniziative economiche nell'ambito del territorio regionale o al conseguimento di obiettivi che presentino interesse per il contesto economico regionale.
5. FINAOSTA S.p.A. può intervenire, inoltre, a favore di imprese con organizzazione operativa e prevalente attività nel territorio regionale che attuino iniziative al di fuori dello stesso, purché funzionali allo sviluppo di iniziative economiche nell'ambito del territorio regionale o al conseguimento di obiettivi che presentino interesse per il contesto economico regionale.

CAPO II  
INTERVENTI DI FINAOSTA S.P.A.  
E RAPPORTI CON LA REGIONE

Région, les collectivités publiques territoriales ou non, les banques et les intermédiaires financiers, les sociétés financières et de crédit contrôlées par des banques et par des intermédiaires financiers, les sociétés d'assurance, les consortiums d'entreprises légalement constitués et les sociétés de services contrôlées par des associations de catégories de production.

3. La propriété de 75 p. 100 des actions de *FINAOSTA SpA* est réservée à la Région.
4. Les modifications des statuts de *FINAOSTA SpA*, déjà adoptés au sens de la LR n° 16/1982, sont approuvées par délibération du Conseil régional.

Art. 3  
(Objet social)

1. *FINAOSTA SpA* a pour but de concourir, dans le cadre d'une politique de programmation régionale, à la promotion et à la réalisation de toutes les activités ou actions susceptibles de favoriser, directement ou indirectement, le développement socio-économique du territoire régional, conformément aux directives de la Région.
2. Aux fins de la réalisation du but visé au premier alinéa du présent article, il est fait recours principalement à des formes d'intervention visant à favoriser la naissance, le développement, la modernisation, la consolidation économique et la collaboration mutuelle des entreprises, publiques et privées, et des établissements publics ayant leur organisation opérationnelle et leur activité principale sur le territoire régional.
3. Aux fins de la présente loi, l'activité d'une entreprise est considérée comme exercée à titre principal sur le territoire régional lorsque les investissements fixes, les emplois et, s'il y a lieu, les directions technique et administrative, se trouvent sur ledit territoire.
4. *FINAOSTA SpA* peut également intervenir en faveur d'entreprises ayant leur organisation opérationnelle et leur activité principale hors du territoire régional, à condition que les investissements soient fonctionnels au développement d'initiatives économiques dans le cadre du territoire valdôtain ou à la réalisation d'objectifs revêtant un intérêt pour le contexte économique régional.
5. *FINAOSTA SpA* peut par ailleurs intervenir en faveur d'entreprises ayant leur organisation opérationnelle et leur activité principale sur le territoire régional, mais qui réalisent des initiatives hors de celui-ci, à condition que celles-ci soient fonctionnelles au développement d'initiatives économiques dans le cadre du territoire valdôtain ou à la réalisation d'objectifs revêtant un intérêt pour le contexte économique régional.

CHAPITRE II  
OPÉRATIONS DE FINAOSTA SPA  
ET RAPPORTS AVEC LA RÉGION



Art. 4  
(Gestioni finanziarie)

1. FINAOSTA S.p.A. opera con mezzi finanziari propri, nelle forme di cui all'articolo 5, ovvero per conto della Regione o di altri enti pubblici, con fondi specifici forniti dalla Regione stessa o dagli altri enti.
2. Si definisce ordinaria la gestione relativa ad interventi che la società pone in essere con mezzi finanziari propri. La gestione relativa ad interventi effettuati per conto della Regione, ai sensi dell'articolo 6, o di altri enti, si definisce speciale. FINAOSTA S.p.A. può, inoltre, gestire fondi di rotazione alimentati dalla Regione, da FINAOSTA stessa o da altri enti pubblici.

Art. 5  
(Interventi della gestione ordinaria)

1. Nell'ambito della gestione ordinaria, FINAOSTA S.p.A. può:
  - a) assumere partecipazioni, tendenzialmente temporanee, in società di capitali, anche straniera, già costituita o da costituire, finalizzate alla realizzazione di programmi o al conseguimento di obiettivi di interesse per il contesto economico regionale;
  - b) concedere finanziamenti sotto qualsiasi forma;
  - c) fornire consulenza alle imprese in materia di struttura finanziaria e societaria e di strategia industriale;
  - d) assumere incarichi di studio, di consulenza, di assistenza e di gestione, affidati dalla Regione.

Art. 6  
(Interventi della gestione speciale)

1. Nell'ambito della gestione speciale, FINAOSTA S.p.A. può effettuare i seguenti tipi di intervento:
  - a) interventi previsti dall'articolo 5, quando ciò sia reso necessario da particolari esigenze di carattere economico-sociale;
  - b) concorso finanziario alla creazione, al potenziamento e al mantenimento di aree attrezzate per l'insediamento di attività produttive, di infrastrutture e servizi di interesse generale;
  - c) progettazione, costruzione, acquisto, gestione e locazione di immobili.
2. Gli interventi di cui al comma 1 conseguono ad appositi incarichi conferiti dalla Regione o dagli altri enti senza alcun rischio per FINAOSTA S.p.A., salvi quelli connessi alla diligenza del mandatario nello svolgimento dell'incarico affidato.
3. Le modalità di compensazione degli oneri sostenuti da FINAOSTA S.p.A. per l'effettuazione degli interventi

Art. 4  
(Gestions financières)

1. *FINAOSTA SpA* œuvre par des moyens financiers propres, dans les formes prévues à l'art. 5 de la présente loi, ou bien pour le compte de la Région ou d'autres établissements publics qui lui fournissent des fonds spéciaux.
2. L'on entend par gestion ordinaire la gestion relative aux opérations que la société réalise par des moyens financiers propres. La gestion relative aux opérations effectuées pour le compte de la Région, au sens de l'art. 6, ou d'autres établissements, est définie comme spéciale. *FINAOSTA SpA* peut par ailleurs gérer les fonds de roulement alimentés par la Région, par *FINAOSTA* elle-même ou par d'autres établissements publics.

Art. 5  
(Opérations dans le cadre de la gestion ordinaire)

1. Dans le cadre de la gestion ordinaire, *FINAOSTA SpA* peut :
  - a) Prendre des participations, en ligne générale temporaires, dans des sociétés de capitaux, même étrangères, déjà constituées ou à constituer, en vue de la réalisation de programmes ou d'objectifs revêtant un intérêt pour le contexte économique régional ;
  - b) Accorder des financements sous quelque forme que ce soit ;
  - c) Fournir aux entreprises une activité de conseil en matière de structure financière et sociétaire, ainsi que de stratégie industrielle ;
  - d) Remplir les mandats d'étude, de conseil, d'assistance et de gestion qui lui sont confiés par la Région.

Art. 6  
(Opérations dans le cadre de la gestion spéciale)

1. Dans le cadre de la gestion spéciale, *FINAOSTA SpA* peut effectuer les types d'opération ci-après :
  - a) Opérations prévues par l'art. 5 de la présente loi, lorsqu'elles s'avèrent nécessaires du fait d'exigences particulières d'ordre économique et social ;
  - b) Concours financier à la création, au renforcement et au maintien des aires équipées destinées à l'implantation d'activités productrices, d'infrastructures et de services d'intérêt général ;
  - c) Conception, construction, achat, gestion et location d'immeubles.
2. Les opérations visées au premier alinéa du présent article découlent de mandats conférés par la Région ou par les autres établissements et ne comportent aucun risque pour *FINAOSTA SpA*, exception faite des risques liés à la diligence du mandataire dans l'exercice du mandat lui ayant été confié.
3. Les modalités de compensation des frais supportés par *FINAOSTA SpA* pour la réalisation des opérations visées

di cui al comma 1 sono fissate in appositi disciplinari approvati dalla Regione o dagli altri enti.

Art. 7  
(Modalità di intervento)

1. Per il perseguimento degli scopi sociali, FINAOSTA S.p.A. può compiere qualsiasi operazione finanziaria, mobiliare ed immobiliare, con assunzione di impegni e rilascio di garanzie di ogni natura, anche fideiussorie, ad esclusione dell'attività bancaria e di raccolta del risparmio ai sensi del decreto legislativo 1° settembre 1993, n. 385 (Testo unico delle leggi in materia bancaria e creditizia), e successive modificazioni.
2. Per tutte le forme di intervento previste, FINAOSTA S.p.A. deve preventivamente assicurarsi la facoltà di eseguire, a propria discrezione, controlli gestionali e revisioni amministrative presso le imprese finanziariamente assistite.
3. Relativamente alle partecipazioni, FINAOSTA S.p.A. deve garantirsi con idonee misure l'inserimento di persone di sua fiducia negli organi sociali delle società interessate.
4. Ciascuna delle partecipazioni di cui all'articolo 5, comma 1, lettera a), non può superare la misura del 35 per cento del capitale sociale, ovvero del patrimonio netto della società interessata se inferiore al capitale sociale, tenuto anche conto delle quote o azioni indirettamente detenute da FINAOSTA S.p.A. mediante altre società dalla stessa partecipate.
5. Il limite di cui al comma 4 può essere superato per le partecipazioni a valere sulla gestione speciale, nonché per la gestione ordinaria nel caso di partecipazioni in società finanziarie e creditizie, in società che svolgono attività di factoring, locazione finanziaria, gestione di fondi di investimento, servizi alle imprese, gestione di impianti a fune e in società aventi come scopo sociale la realizzazione di strutture destinate a favorire la nascita di nuove iniziative imprenditoriali.
6. FINAOSTA S.p.A., nell'attuare eventuali interventi, sotto qualunque forma, a beneficio di società di assicurazioni, garantisce che tali interventi non alterino la concorrenza nell'offerta dei prodotti assicurativi.
7. FINAOSTA S.p.A. non può impiegare una somma superiore al 15 per cento del suo patrimonio di vigilanza nelle partecipazioni e negli interventi di cui all'articolo 5, comma 1, lettere a) e b), in una sola impresa o gruppo di imprese.
8. Ai fini dell'applicazione dei divieti previsti ai commi 4 e 7, nella determinazione dell'entità degli interventi,

au premier alinéa du présent article sont fixées par des cahiers des charges approuvés par la Région ou par les autres établissements.

Art. 7  
(Modalités d'intervention)

1. Aux fins de la réalisation de ses buts sociaux, *FINAOSTA SpA* peut effectuer toute opération financière, mobilière ou immobilière, comportant la prise en charge d'engagements et la délivrance de garanties de toute nature, y compris les garanties de caution, exception faite de l'activité bancaire et de la collecte de l'épargne au sens du décret législatif n° 385 du 1<sup>er</sup> septembre 1993 (Texte unique des lois en matière de banques et de crédit) modifié.
2. Pour tous les types d'opérations prévues, *FINAOSTA SpA* doit préalablement s'assurer la possibilité de procéder, à sa discrétion, à des contrôles de la gestion et à des révisions administratives des entreprises soutenues financièrement.
3. Pour ce qui est des participations, *FINAOSTA SpA* doit prendre les mesures nécessaires pour que la présence de personnes de confiance dans les organes sociaux des sociétés concernées soit garantie.
4. Chacune des participations visées à la lettre a) du premier alinéa de l'art. 5 de la présente loi ne peut dépasser 35 p. 100 du capital social ou bien du patrimoine net de la société concernée, si ce dernier est inférieur au capital social, compte tenu également des parts ou des actions détenues indirectement par *FINAOSTA SpA* par le biais d'autres sociétés dont elle fait partie.
5. Le plafond visé au quatrième alinéa ci-dessus peut être dépassé pour les participations à valoir sur la gestion spéciale, ainsi que, dans le cadre de la gestion ordinaire, en cas de participation à des sociétés financières et de crédit, à des sociétés qui exercent l'activité d'affacturage, de location financière, de gestion de fonds d'investissement, de services aux entreprises ou de gestion de remontées mécaniques, ainsi qu'à des sociétés dont le but social est la réalisation de structures destinées à favoriser la naissance de nouvelles initiatives entrepreneuriales.
6. Lorsqu'elle effectue des opérations, sous quelque forme que ce soit, en faveur de sociétés d'assurance, *FINAOSTA SpA* doit fournir la garantie que ces opérations ne portent pas préjudice à la concurrence dans le cadre de l'offre de produits d'assurance.
7. *FINAOSTA SpA* ne peut employer une somme dépassant 15 p. 100 de ses fonds propres pour les participations et les opérations visées aux lettres a) et b) du premier alinéa de l'art. 5 de la présente loi lorsque celles-ci sont relatives à une seule entreprise ou à un seul groupe d'entreprises.
8. Aux fins de l'application des interdictions prévues par les quatrième et septième alinéas du présent article, lors

non si tiene conto delle somme impegnate a carico dello speciale fondo previsto all'articolo 6.

Art. 8

*(Applicazione degli articoli 87 e 88 del Trattato CE)*

1. Gli interventi di FINAOSTA S.p.A., in gestione ordinaria o speciale, sono effettuati nel rispetto degli articoli 87 e 88 del Trattato istitutivo della Comunità europea.

Art. 9

*(Recesso dalle partecipazioni)*

1. Lo smobilizzo delle partecipazioni assunte nell'ambito della gestione ordinaria ai sensi dell'articolo 5, comma 1, lettera a), con esclusione di quelle di cui all'articolo 7, comma 5, e di quelle finalizzate al conseguimento di obiettivi di interesse per il contesto economico regionale, deve avvenire tenendo conto dei programmi e dei progetti oggetto di intervento e del grado di sviluppo delle società alle quali le partecipazioni si riferiscono.

Art. 10

*(Partecipazione al capitale sociale)*

1. Ogni aumento di capitale deve essere attuato in modo che la partecipazione di soggetti diversi dalla Regione sia contenuta, complessivamente, nella misura massima del 25 per cento del capitale sociale.

Art. 11

*(Fondi speciali)*

1. Per l'attuazione degli interventi di cui all'articolo 6, la Regione utilizza il fondo di dotazione costituito ai sensi dell'articolo 9 della l.r. 16/1982.
2. Gli incrementi che in qualsiasi modo si verificano sul fondo di dotazione di cui al comma 1 sono riportati, al termine di ciascun esercizio, in aumento del fondo stesso.
3. Il rendiconto del fondo di dotazione, aggiornato al 31 dicembre di ogni anno, è allegato, per ciascun esercizio finanziario, al conto consuntivo della Regione.

Art. 12

*(Emissione di obbligazioni)*

1. FINAOSTA S.p.A. può emettere obbligazioni nei limiti e secondo le modalità prescritte dalla normativa statale vigente.

Art. 13

*(Rapporti con la Regione)*

1. Il bilancio d'esercizio di FINAOSTA S.p.A., corredato delle relazioni degli amministratori sulla gestione, delle relazioni degli organi di controllo e del verbale di approvazione, è presentato al Presidente della Regione en-

de la détermination du montant des opérations, il n'est pas tenu compte des sommes engagées au titre du fonds spécial visé à l'art. 6 de la présente loi.

Art. 8

*(Application des art. 87 et 88 du traité CE)*

1. Les interventions de *FINAOSTA SpA*, dans le cadre de la gestion ordinaire ou spéciale, sont effectuées dans le respect des art. 87 et 88 du traité instituant la Communauté européenne.

Art. 9

*(Abandon des participations)*

1. La mobilisation des participations prises dans le cadre de la gestion ordinaire au sens de la lettre a) du premier alinéa de l'art. 5 ci-dessus, à l'exclusion de celles visées au cinquième alinéa de l'art. 7 de la présente loi et de celles visant à la réalisation d'objectifs revêtant un intérêt pour le contexte économique régional, doit avoir lieu compte tenu des programmes et des projets concernés et du niveau de développement des sociétés auxquelles les participations se réfèrent.

Art. 10

*(Participation au capital social)*

1. Toute augmentation du capital social doit être effectuée de manière à ce que la participation de sujets autres que la Région soit limitée, au total, à 25 p. 100 maximum du capital social.

Art. 11

*(Fonds spéciaux)*

1. Pour la réalisation des opérations visées à l'art. 6 de la présente loi, la Région utilise le fonds de dotation créé au sens de l'art. 9 de la LR n° 16/1982.
2. Tout éventuel apport au fonds visé au premier alinéa du présent article est indiqué, à la fin de chaque exercice, comme augmentation de celui-ci.
3. Le compte rendu du fonds de dotation, mis à jour au 31 décembre de chaque année, est annexé, pour chaque exercice financier, aux comptes de la Région.

Art. 12

*(Émission d'obligations)*

1. *FINAOSTA SpA* peut émettre des obligations dans les limites et selon les modalités prévues par les dispositions étatiques en vigueur en la matière.

Art. 13

*(Rapports avec la Région)*

1. Le bilan d'exercice de *FINAOSTA SpA*, assorti des rapports des administrateurs sur la gestion, des rapports des organes de contrôle et du procès-verbal d'approbation, est présenté au président de la Région dans les 30 jours qui

tro 30 giorni dall'approvazione, contestualmente ad un prospetto riepilogativo dei compensi, comprensivi degli eventuali benefits, spettanti agli amministratori e ai sindaci, ed è dallo stesso comunicato al Consiglio regionale.

2. FINAOSTA S.p.A. ha, inoltre, l'obbligo di trasmettere rendiconti periodici, secondo modalità stabilite dalla Giunta regionale, degli interventi eseguiti per conto della Regione. Tali rendiconti sono trasmessi anche al Presidente del Consiglio.

### CAPO III ORGANI DI FINAOSTA S.P.A.

#### Art. 14 (Consiglio di amministrazione)

1. FINAOSTA S.p.A. è amministrata da un consiglio di amministrazione composto da un minimo di nove ad un massimo di undici membri aventi i requisiti di onorabilità e di indipendenza prescritti dalla normativa vigente in materia bancaria e creditizia.
2. Ai sensi dell'articolo 2449 del codice civile, alla Regione è riservata la nomina, da parte della Giunta regionale, del Presidente del consiglio di amministrazione e di due terzi dei consiglieri, con arrotondamento per eccesso, di cui uno da scegliersi tra i dirigenti regionali con funzioni di raccordo tra la Regione e la società, uno da scegliersi, d'intesa tra la Giunta regionale e la giunta della Camera valdostana delle imprese e delle professioni-Chambre valdôtaine des entreprises et des activités libérales, tra i componenti del consiglio della stessa e uno da scegliersi all'interno di una terna di nomi indicati da Confindustria Valle d'Aosta e scelti tra i legali rappresentanti dei soci effettivi ad essa aderenti.
3. La nomina degli altri membri del consiglio di amministrazione spetta all'assemblea degli azionisti. I componenti del consiglio di amministrazione durano in carica tre esercizi e sono rieleggibili.
4. I membri del consiglio di amministrazione sono scelti secondo criteri di professionalità e competenza fra persone che abbiano maturato una esperienza complessiva di almeno un triennio attraverso l'esercizio di:
  - a) attività di amministrazione o di controllo ovvero compiti direttivi presso imprese;
  - b) attività professionali in materia attinente al settore creditizio, finanziario, mobiliare, assicurativo o, comunque, funzionali all'attività dell'intermediario finanziario;
  - c) attività di insegnamento universitario in materie giuridiche o economiche;
  - d) funzioni amministrative o dirigenziali presso enti pubblici o pubbliche amministrazioni aventi attinenza con il settore creditizio, finanziario, mobiliare o assicurativo ovvero presso enti pubblici o pubbliche amministrazioni che non hanno attinenza con i predetti

suivent son approbation, avec un tableau récapitulatif des rémunérations, y compris les éventuels *benefits*, qui doivent être versées aux administrateurs et aux commissaires aux comptes. Ledit bilan fait l'objet d'une communication du président de la Région au Conseil régional.

2. *FINAOSTA SpA* est par ailleurs tenue de transmettre des comptes rendus périodiques des opérations effectuées pour le compte de la Région, suivant les modalités établies par le Gouvernement régional. Lesdits comptes rendus sont également transmis au président du Conseil.

### CHAPITRE III ORGANES DE FINAOSTA SPA

#### Art. 14 (Conseil d'administration)

1. *FINAOSTA SpA* est gérée par un conseil d'administration dont les membres, neuf au minimum et onze au maximum, doivent répondre aux conditions d'honorabilité et d'indépendance prévues par les dispositions en vigueur en matière de banque et de crédit.
2. Au sens de l'art. 2449 du code civil, le Gouvernement régional nomme le président du conseil d'administration et deux tiers – arrondis par excès – des conseillers. Deux desdits conseillers doivent être choisis parmi les dirigeants régionaux qui exercent des fonctions de lien entre la Région et la société ; un doit être choisi de concert par le Gouvernement régional et l'Exécutif de la *Chambre valdôtaine des entreprises et des activités libérales – Camera valdostana delle imprese e delle professioni* parmi les membres du conseil de cette dernière, et un parmi les trois représentants légaux des associés de *Confindustria Valle d'Aosta* désignés par celle-ci.
3. La nomination des autres membres du conseil d'administration relève de l'assemblée des actionnaires. Le mandat des membres du conseil d'administration dure trois ans et peut être renouvelé.
4. Les membres du conseil d'administration sont choisis selon des critères de professionnalisme et de compétence parmi les personnes qui ont acquis une expérience globale d'au moins trois ans en exerçant :
  - a) Des fonctions d'administration et de contrôle ou des tâches de direction auprès d'entreprises ;
  - b) Des activités professionnelles dans des matières ayant un rapport avec les secteurs financier, mobilier, du crédit ou des assurances ou dans des matières fonctionnelles à l'activité d'intermédiaire financier ;
  - c) Des activités d'enseignement à l'échelon universitaire dans des matières juridiques ou économiques ;
  - d) Des fonctions administratives ou de direction, auprès d'administrations ou d'établissements publics ayant un rapport avec les secteurs financier, mobilier, du crédit ou des assurances ou auprès d'administrations ou d'établissements publics n'ayant aucun rapport

settori purché le funzioni comportino la gestione di risorse economico-finanziarie.

5. Il Presidente del consiglio di amministrazione deve essere scelto tra persone in possesso di un diploma di laurea di durata almeno quadriennale in scienze economiche, scienze giuridiche, scienze politiche e delle relazioni internazionali, scienze dell'amministrazione, scienze statistiche o ingegneria gestionale o lauree equipollenti e, inoltre, di almeno uno dei requisiti di professionalità di cui al comma 4, ferma restando un'esperienza complessiva di almeno cinque anni.
6. Se nel corso dell'esercizio vengono a mancare uno o più amministratori, si provvede alla loro sostituzione con le modalità previste dal presente articolo. Gli amministratori così nominati scadono insieme a quelli in carica all'atto della loro nomina. L'intero consiglio di amministrazione cessa nel caso in cui venga a mancare la maggioranza dei suoi componenti.
7. Non possono essere membri del consiglio di amministrazione, e se nominati decadono, coloro che abbiano lite pendente con FINAOSTA S.p.A.; l'incompatibilità sussiste anche quando detta condizione interessi il coniuge, un parente o affine entro il secondo grado.
8. Non possono essere membri del consiglio di amministrazione, e se nominati decadono, coloro che siano in rapporti di coniugio, parentela o affinità entro il secondo grado con dipendenti di FINAOSTA S.p.A..
9. I compensi spettanti al Presidente e agli altri membri del consiglio di amministrazione sono stabiliti dall'assemblea degli azionisti.

Art. 15

*(Collegio sindacale e controllo contabile)*

1. Il collegio sindacale è composto da tre membri effettivi e due supplenti, i quali durano in carica tre esercizi.
2. Ai sensi dell'articolo 2449 del codice civile, alla Regione è riservata la nomina, da parte della Giunta regionale, del Presidente del collegio sindacale, di un sindaco effettivo e di uno supplente.
3. La nomina degli altri membri del collegio è effettuata dall'assemblea degli azionisti.
4. L'assemblea degli azionisti determina gli emolumenti ed i gettoni di presenza da corrispondere ai sindaci effettivi.

avec lesdits secteurs, mais à condition que les fonctions exercées aient comporté la gestion de ressources économiques et financières.

5. Le président du conseil d'administration doit être choisi parmi les personnes qui sont titulaires d'une licence – obtenue à l'issue d'un cours d'une durée de quatre ans au moins – en sciences économiques, en sciences juridiques, en sciences politiques et des relations internationales, en sciences de l'administration, en sciences statistiques ou en ingénierie de gestion, ou d'une licence équivalente, et qui répondent à l'une au moins des conditions de professionnalisme visées au quatrième alinéa ci-dessus, sans préjudice de la possession d'une expérience globale d'au moins cinq ans.
6. En cas de vacance en cours de mandat d'un ou de plusieurs postes de membre du conseil d'administration, les membres sortants sont remplacés suivant les modalités prévues par le présent article. Le mandat des administrateurs ainsi nommés expire en même temps que celui des membres en fonction au moment de leur nomination. Le conseil d'administration est démissionnaire dans son intégralité si la majorité des postes de conseiller est vacante.
7. Les personnes qui ont un différend avec *FINAOSTA SpA* ne peuvent faire partie du conseil d'administration et, au cas où elles auraient été nommées au sein de celui-ci, elles sont déclarées démissionnaires d'office ; l'incompatibilité subsiste également lorsque le cas susmentionné concerne le conjoint ainsi qu'un parent ou allié jusqu'au deuxième degré.
8. Les conjoints, ainsi que les parents et alliés jusqu'au deuxième degré des fonctionnaires de *FINAOSTA SpA* ne peuvent être membres du conseil d'administration et, au cas où ils auraient été nommés au sein de celui-ci, ils sont déclarés démissionnaires d'office.
9. Les rémunérations du président et des autres membres du conseil d'administration sont fixées par l'assemblée des actionnaires.

Art. 15

*(Conseil des commissaires aux comptes et contrôle comptable)*

1. Le conseil des commissaires aux comptes se compose de trois membres titulaires et de deux membres suppléants, dont le mandat dure trois ans.
2. Au sens de l'art. 2449 du code civil, il incombe au Gouvernement régional de nommer le président du conseil des commissaires aux comptes, un commissaire titulaire et un commissaire suppléant.
3. La nomination des autres membres du conseil est du ressort de l'assemblée des actionnaires.
4. L'assemblée des actionnaires fixe les rémunérations et les jetons de présence à verser aux commissaires aux comptes titulaires.

5. Il Presidente e i membri del collegio sindacale devono essere iscritti nel registro dei revisori contabili o negli albi professionali individuati con decreto del Ministro della giustizia e, nei loro confronti, non deve sussistere alcuna delle cause di ineleggibilità e decadenza previste dall'articolo 2399 del codice civile.
6. Il controllo contabile sulla società è esercitato da una società di revisione iscritta nel registro istituito presso il Ministero della giustizia o, nell'ipotesi di cui all'articolo 2409bis, comma 3, del codice civile, dal collegio sindacale.

Art. 16  
(Consiglio di gestione)

1. L'amministrazione di FINAOSTA S.p.A. può essere esercitata, ai sensi dell'articolo 2409octies e seguenti del codice civile ed in alternativa a quanto previsto dall'articolo 14, da un consiglio di gestione.
2. Il consiglio di gestione è nominato dall'assemblea degli azionisti ed è composto da un minimo di nove ad un massimo di undici membri aventi i requisiti di onorabilità e di indipendenza prescritti dalla normativa vigente in materia bancaria e creditizia e i requisiti di professionalità di cui all'articolo 14, commi 4 e 5.
3. Ai sensi dell'articolo 2449 del codice civile, alla Regione è riservata la nomina, da parte della Giunta regionale, del Presidente del consiglio di gestione e di due terzi dei consiglieri, con arrotondamento per eccesso, di cui uno da scegliersi, d'intesa tra la Giunta regionale e la giunta della Camera valdostana delle imprese e delle professioni-Chambre valdôtaine des entreprises et des activités libérales, tra i componenti del consiglio della stessa e uno da scegliersi all'interno di una terna di nomi indicati da Confindustria Valle d'Aosta e scelti tra i legali rappresentanti dei soci effettivi ad essa aderenti.
4. La nomina degli altri componenti del consiglio di gestione spetta all'assemblea degli azionisti. I componenti del consiglio di gestione durano in carica tre esercizi e sono rieleggibili.
5. Al consiglio di gestione si applicano le disposizioni di cui all'articolo 14, commi 7, 8 e 9.
6. Se nel corso dell'esercizio vengono a mancare uno o più componenti del consiglio di gestione, l'assemblea degli azionisti provvede alla loro sostituzione con le modalità di cui al presente articolo.

Art. 17  
(Consiglio di sorveglianza e controllo contabile)

1. Ove ricorra l'ipotesi di cui all'articolo 16, il controllo su FINAOSTA S.p.A. è esercitato, ai sensi dell'articolo 2409octies e seguenti del codice civile, da un consiglio di sorveglianza composto da un minimo di tre ad un

5. Le président et les membres du conseil des commissaires aux comptes doivent être immatriculés au registre des commissaires aux comptes ou aux tableaux professionnels fixés par arrêté du ministre de la justice et ne doivent se trouver dans aucun des cas d'inéligibilité ou de déchéance prévus par l'art. 2399 du code civil.
6. Le contrôle comptable de la société est exercé par une société de révision immatriculée au registre créé auprès du Ministère de la justice ou, dans le cas visé au troisième alinéa de l'art. 2409 bis du code civil, par le conseil des commissaires aux comptes.

Art. 16  
(Conseil de gestion)

1. *FINAOSTA SpA* peut être gérée par un conseil de gestion, au sens des articles 2409 octies et suivants du code civil, plutôt que par le conseil d'administration prévu par l'art. 14 de la présente loi.
2. Le conseil de gestion est nommé par l'assemblée des actionnaires ; ses membres, neuf au minimum et onze au maximum, doivent répondre aux conditions d'honorabilité et d'indépendance prévues par les dispositions en vigueur en matière de banque et de crédit, ainsi qu'aux conditions de professionnalisme visées aux quatrième et cinquième alinéas de l'art. 14 de la présente loi.
3. Au sens de l'art. 2449 du code civil, le Gouvernement régional nomme le président du conseil de gestion et deux tiers – arrondis par excès – des conseillers, dont un doit être choisi de concert par le Gouvernement régional et l'Exécutif de la *Chambre valdôtaine des entreprises et des activités libérales – Camera valdostana delle imprese e delle professioni* parmi les membres du conseil de cette dernière, et l'autre parmi les trois représentants légaux des associés de *Confindustria Valle d'Aosta* désignés par celle-ci.
4. La nomination des autres membres du conseil de gestion est du ressort de l'assemblée des actionnaires. Le mandat des membres du conseil de gestion dure trois ans et peut être renouvelé.
5. Les dispositions des septième, huitième et neuvième alinéas de l'art. 14 de la présente loi s'appliquent également au conseil de gestion.
6. En cas de vacance en cours de mandat d'un ou de plusieurs postes de membre du conseil de gestion, les membres sortants sont remplacés par l'assemblée des actionnaires suivant les modalités prévues par le présent article.

Art. 17  
(Conseil de surveillance et contrôle comptable)

1. Dans le cas visé à l'art. 16 de la présente loi, le contrôle de *FINAOSTA SpA* est effectué, au sens des articles 2409 octies et suivants du code civil, par un conseil de surveillance composé de trois membres minimum et de

- massimo di sette membri i quali durano in carica tre esercizi.
2. Ai sensi dell'articolo 2449 del codice civile, alla Regione è riservata la nomina, da parte della Giunta regionale, del Presidente del consiglio di sorveglianza e di un componente. Se il consiglio di sorveglianza è composto da più di tre membri, la Giunta regionale nomina i due terzi dei componenti, con arrotondamento per eccesso. La nomina degli altri componenti spetta all'assemblea degli azionisti.
  3. L'assemblea degli azionisti determina gli emolumenti ed i gettoni di presenza da corrispondere ai membri del consiglio di sorveglianza.
  4. Il Presidente del consiglio di sorveglianza deve essere iscritto nel registro dei revisori contabili istituito presso il Ministero della giustizia; gli altri membri devono essere iscritti nel registro dei revisori contabili istituito presso il Ministero della giustizia oppure possedere i requisiti di professionalità di cui all'articolo 14, comma 4, per i membri del consiglio di amministrazione.
  5. Nei confronti dei componenti del consiglio di sorveglianza non deve sussistere alcuna delle cause di ineleggibilità e decadenza previste dall'articolo 2409 duodecies del codice civile.
  6. Il controllo contabile sulla società è esercitato da una società di revisione iscritta nel registro istituito presso il Ministero della giustizia.

CAPO IV  
DISPOSIZIONI TRANSITORIE E FINALI

Art. 18  
(Abrogazioni)

1. Sono abrogate le seguenti leggi regionali:
  - a) 28 giugno 1982, n. 16;
  - b) 19 giugno 1984, n. 24;
  - c) 2 gennaio 1989, n. 1;
  - d) 4 settembre 1991, n. 39;
  - e) 30 marzo 1994, n. 8;
  - f) 16 agosto 1994, n. 46;
  - g) 9 marzo 1995, n. 8;
  - h) 12 novembre 2001, n. 30.
2. Sono, inoltre, abrogate le seguenti disposizioni:
  - a) il comma 5 dell'articolo 4 della legge regionale 17 dicembre 1997, n. 41;
  - b) l'articolo 31 della legge regionale 3 gennaio 2000, n. 1.

Art. 19  
(Disposizione di coordinamento)

1. Ogni riferimento alla l.r. 16/1982 contenuto nella legi-

sept membres maximum. Le mandat desdits membres dure trois ans.

2. Au sens de l'art. 2449 du code civil, le Gouvernement régional nomme le président et un membre du conseil de surveillance. Si le conseil de surveillance se compose de plus de trois membres, le Gouvernement régional en nomme les deux tiers, arrondis par excès. Les autres membres sont nommés par l'assemblée des actionnaires.
3. L'assemblée des actionnaires fixe les rémunérations et les jetons de présence devant être versés aux membres du conseil de surveillance.
4. Le président du conseil de surveillance doit être immatriculé au registre des commissaires aux comptes institué auprès du Ministère de la justice ; les autres membres doivent être immatriculés audit registre ou bien répondre aux conditions de professionnalisme prévues par le quatrième alinéa de l'art. 14 de la présente loi pour les membres du conseil d'administration.
5. Les membres du conseil de surveillance ne doivent se trouver dans aucun des cas d'inéligibilité ou de déchéance prévus par l'art. 2409 duodecies du code civil.
6. Le contrôle comptable de la société est exercé par une société de révision immatriculée au registre créé auprès du Ministère de la justice.

CHAPITRE IV  
DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 18  
(Abrogations)

1. Sont abrogées les lois régionales indiquées ci-après :
  - a) n° 16 du 28 juin 1982 ;
  - b) n° 24 du 19 juin 1984 ;
  - c) n° 1 du 2 janvier 1989 .
  - d) n° 39 du 4 septembre 1991 ;
  - e) n° 8 du 30 mars 1994 ;
  - f) n° 46 du 16 août 1994 ;
  - g) n° 8 du 9 mars 1995 ;
  - h) n° 30 du 12 novembre 2001 .
2. Sont par ailleurs abrogés :
  - a) le cinquième alinéa de l'art. 4 de la loi régionale n° 41 du 17 décembre 1997 ;
  - b) l'art. 31 de la loi régionale n° 1 du 3 janvier 2000.

Art. 19  
(Disposition de coordination)

1. Dans les lois régionales, tout renvoi à la loi n° 16/1982

slazione regionale deve intendersi effettuato alla presente legge.

Art. 20  
(Disposizione transitoria)

1. Gli organi di FINAOSTA S.p.a. in essere alla data di entrata in vigore della presente legge restano in carica fino alla scadenza naturale e, comunque, sino all'inseadimento dei nuovi organi, nominati con le modalità di cui alla presente legge.

Art. 21  
(Dichiarazione d'urgenza)

1. La presente legge è dichiarata urgente ai sensi dell'articolo 31, comma terzo, dello Statuto speciale per la Valle d'Aosta ed entrerà in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nel Bollettino ufficiale della Regione.

È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della Regione autonoma Valle d'Aosta.

Aosta, 16 marzo 2006.

Il Presidente  
CAVERI

LAVORI PREPARATORI

Disegno di legge n. 102

- di iniziativa della Giunta regionale (atto n. 4026 del 29.11.2005);
- presentato al Consiglio regionale in data 02.12.2005;
- assegnato alla II Commissione consiliare permanente in data 09.12.2005;
- esaminato dalla II Commissione consiliare permanente, con parere in data 03.02.2006, nuovo testo della Commissione e relazione del Consigliere RINI;
- approvato dal Consiglio regionale nella seduta del 09.03.2006, con deliberazione n. 1834/XII;
- trasmesso al Presidente della Regione in data 15.03.2006.

**Le seguenti note, redatte a cura dell'Ufficio del Bollettino ufficiale hanno il solo scopo di facilitare la lettura delle disposizioni di legge richiamate. Restano invariati il valore e l'efficacia degli atti legislativi qui trascritti.**

NOTE ALLA LEGGE REGIONALE  
16 MARZO 2006, N. 7

est remplacé par un renvoi aux dispositions de la présente loi.

Art. 20  
(Disposition transitoire)

1. Le mandat des organes de FINAOSTA SpA en fonction à la date d'entrée en vigueur de la présente loi dure jusqu'à son expiration naturelle et, en tout état de cause, jusqu'à l'installation des nouveaux organes nommés suivant les modalités prévues par la présente loi.

Art. 21  
(Déclaration d'urgence)

1. La présente loi est déclarée urgente aux termes du troisième alinéa de l'art. 31 du Statut spécial pour la Vallée d'Aoste et entrera en vigueur le jour qui suit celui de sa publication au Bulletin officiel de la Région.

Quiconque est tenu de l'observer et de la faire observer comme loi de la Région autonome Vallée d'Aoste.

Fait à Aoste, le 16 mars 2006.

Le président,  
Luciano CAVERI

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Projet de loi n° 102

- à l'initiative du Gouvernement régional (délibération n° 4026 du 29.11.2005) ;
- présenté au Conseil régional en date du 02.12.2005 ;
- soumis à la II<sup>ème</sup> Commission permanente du Conseil en date du 09.12.2005 ;
- examiné par la II<sup>ème</sup> Commission permanente du Conseil – avis en date du 03.02.2006 – nouveau texte de la Commission et rapport du Conseiller RINI ;
- approuvé par le Conseil régional lors de la séance du 09.03.2006, délibération n° 1834/XII ;
- transmis au Président de la Région en date du 15.03.2006.

**Nota all'articolo 11:**

- <sup>(1)</sup> L'articolo 9 della legge regionale 28 giugno 1982, n. 16 prevedeva quanto segue:

«Art. 9  
(Fondi speciali).

La Regione costituisce, in sede di prima applicazione della



presente legge, un fondo di dotazione di diecimiliardi di lire destinato agli interventi di cui all'articolo 5.

Gli incrementi che in qualsiasi modo si potranno verificare su tale fondo verranno riportati, al termine di ciascun esercizio, in aumento del fondo di dotazione.».

**Note all'articolo 18:**

- (2) La legge regionale 28 giugno 1982, n. 16 concernente: «Costituzione della società finanziaria regionale per lo sviluppo economico della Regione Valle d'Aosta» è stata pubblicata nel Bollettino ufficiale n. 8 del 15 luglio 1982.
- (3) La legge regionale 19 giugno 1984, n. 24 concernente: «Modificazioni alla legge regionale 28 giugno 1982, n.16, concernente la costituzione della società finanziaria regionale per lo sviluppo economico della Regione Valle d'Aosta» è stata pubblicata nel Bollettino ufficiale n. 7 del 13 luglio 1984.
- (4) La legge regionale 2 gennaio 1989, n. 1 concernente: «Modificazioni alla legge regionale 28 giugno 1982, n. 16, recante la costituzione della società finanziaria regionale per lo sviluppo economico della Regione Valle d'Aosta.» è stata pubblicata nel Bollettino ufficiale n. 3 del 10 gennaio 1989.
- (5) La legge regionale 4 settembre 1991, n. 39 concernente: «Modifiche e integrazioni alla legge regionale 28 giugno 1982, n. 16 concernente: "Costituzione della Società finanziaria regionale per lo sviluppo economico della Regione Valle d'Aosta"» è stata pubblicata nel Bollettino ufficiale n. 40 del 5 settembre 1991.
- (6) La legge regionale 30 marzo 1994, n. 8 concernente: «Modificazioni alla legge regionale 28 giugno 1982, n. 16 (Costituzione della Società finanziaria regionale per lo sviluppo economico della regione Valle d'Aosta), già modificata dalle leggi regionali 19 giugno 1984, n. 24, 2 gennaio 1989, n. 1 e 4 settembre 1991, n. 39» è stata pubblicata nel Bollettino ufficiale n. 17 del 12 aprile 1994.
- (7) La legge regionale 16 agosto 1994, n. 46 concernente: «Modifiche e integrazioni alla legge regionale 28 giugno 1982, n. 16 (Costituzione della società finanziaria regionale per lo sviluppo economico della Regione Valle d'Aosta), già modificata dalle leggi regionali 19 giugno 1984, n. 24, 2 gennaio 1989, n. 1, 4 settembre 1991, n. 39 e 30 marzo 1994, n. 8» è stata pubblicata nel Bollettino ufficiale n. 37 del 30 agosto 1994.
- (8) La legge regionale 9 marzo 1995, n. 8 concernente: «Interpretazione autentica dell'art. 1 della legge regionale 2

gennaio 1989, n. 1 (Modificazioni alla legge regionale 28 giugno 1982, n. 16, recante la costituzione della società finanziaria regionale per lo sviluppo economico della Regione Valle d'Aosta)» è stata pubblicata nel Bollettino ufficiale n. 14 del 21 marzo 1995.

- (9) La legge regionale 12 novembre 2001, n. 30 concernente: «Modificazione alla legge regionale 28 giugno 1982, n. 16 (Costituzione della società finanziaria regionale per lo sviluppo economico della Regione Valle d'Aosta), da ultimo modificata dalla legge regionale 3 gennaio 2000, n. 1» è stata pubblicata nel Bollettino ufficiale n. 52 del 20 novembre 2001.

- (10) Il comma 5 dell'articolo 4 della legge regionale 17 dicembre 1997, n. 41 concernente: «Finanziamenti di spesa nei diversi settori regionali di intervento e rideterminazione delle autorizzazioni di spesa di leggi regionali in vigore, assunti in coincidenza con l'approvazione del bilancio di previsione per l'anno finanziario 1998 (Legge finanziaria per gli anni 1998/2000)» prevedeva quanto segue:

«5. La spesa di lire 5.000 milioni per l'anno 1998 e di lire 14.000 milioni per l'anno 1999, autorizzata dall'articolo 5, comma 5, della legge regionale n. 48/1996 per il rinnovo del contratto di lavoro del personale regionale per il biennio 1998/99, è rideterminata in lire 4.000 milioni per l'anno 1998, poste a carico del bilancio 1999 e in lire 12.000 milioni annui a decorrere dall'anno 1999 (cap. 30650/99 e 2000 - parz).».

- (11) L'articolo 31 della legge regionale 3 gennaio 2000, n. 1 concernente: «Legge finanziaria per gli anni 2000/2002 (Finanziamenti di spesa nei diversi settori regionali di intervento e di rideterminazione delle autorizzazioni di spesa di leggi regionali in vigore, assunti in coincidenza con l'approvazione del bilancio di previsione per l'anno finanziario 2000 e per il triennio 2000-2002) e modificazioni a leggi regionali» prevedeva quanto segue:

«Art. 31

(Modificazione alla legge regionale 28 giugno 1982, n. 16)

1. Il secondo comma dell'articolo 1 della l.r. 16/1982 è sostituito dal seguente:

«Possono essere soci della Finaosta la Regione Valle d'Aosta, enti pubblici territoriali e non territoriali, aziende di credito, istituti finanziari di diritto e di interesse pubblico e compagnie di assicurazioni, nonché i consorzi di imprese legalmente costituiti e società di servizi controllate da associazioni di categorie produttive.».

**Loi régionale n° 8 du 16 mars 2006,**

**portant dispositions en matière d'activités et de relations européennes et internationales de la Région autonome Vallée d'Aoste.**

LE CONSEIL RÉGIONAL

a approuvé ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉGION

promulgue

la loi dont la teneur suit :

**Legge regionale 16 marzo 2006, n. 8.**

**Disposizioni in materia di attività e relazioni europee e internazionali della Regione autonoma Valle d'Aosta.**

IL CONSIGLIO REGIONALE

ha approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REGIONE

promulga

la seguente legge:

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I<sup>ER</sup>  
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- Art. 1<sup>er</sup> – Objectifs
- Art. 2 – Domaine d'application
- Art. 3 – Activités visant la promotion de la francophonie
- Art. 4 – Orientations et organisation de l'activité européenne et internationale de la Région

CHAPITRE II  
ACTIVITÉS INTERNATIONALES  
ET EUROPÉENNES DE LA RÉGION

- Art. 5 – Relations internationales et européennes de la Région
- Art. 6 – Mise en œuvre des politiques européennes et création d'un point d'information sur l'Union européenne
- Art. 7 – Institution du Bureau de représentation à Bruxelles

CHAPITRE III  
PARTICIPATION DE LA RÉGION AUX  
PROCÉDURES LÉGISLATIVES DE  
L'UNION EUROPÉENNE ET PROCÉDURES  
D'EXÉCUTION DES OBLIGATIONS  
COMMUNAUTAIRES

- Art. 8 – Participation de la Région à l'élaboration des actes communautaires
- Art. 9 – Loi communautaire régionale
- Art. 10 – Contenu de la loi communautaire régionale
- Art. 11 – Adaptations de nature technique à apporter par voie administrative

CHAPITRE IV  
DISPOSITIONS FINANCIÈRES ET FINALES

- Art. 12 – Dispositions financières
- Art. 13 – Abrogation

CHAPITRE I<sup>ER</sup>  
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1<sup>er</sup>  
(Objectifs)

1. Considérant les dispositions combinées de l'article 117, 3<sup>ème</sup>, 5<sup>ème</sup> et 9<sup>ème</sup> alinéas, de la Constitution et de l'article 10 de la loi constitutionnelle n° 3 du 18 octobre 2001 modifiant le Titre V de la deuxième partie de la Constitution et conformément aux lignes directrices de

INDICE

CAPO I  
DISPOSIZIONI GENERALI

- Art. 1 – Finalità
- Art. 2 – Ambiti di intervento
- Art. 3 – Attività a sostegno della francofonia
- Art. 4 – Indirizzi e disciplina dell'attività europea ed internazionale della Regione

CAPO II  
ATTIVITÀ DI RILIEVO INTERNAZIONALE  
ED EUROPEO DELLA REGIONE

- Art. 5 – Relazioni internazionali ed europee della Regione
- Art. 6 – Attuazione delle politiche europee e istituzione di uno sportello di informazione sull'Unione europea
- Art. 7 – Istituzione dell'Ufficio di rappresentanza a Bruxelles

CAPO III  
PARTECIPAZIONE DELLA REGIONE  
AI PROCESSI NORMATIVI DELL'UNIONE  
EUROPEA E PROCEDURE DI ADEMPIMENTO  
DEGLI OBBLIGHI COMUNITARI

- Art. 8 – Partecipazione della Regione alla formazione degli atti comunitari
- Art. 9 – Legge comunitaria regionale
- Art. 10 – Contenuti della legge comunitaria regionale
- Art. 11 – Adeguamenti tecnici da apportarsi in via amministrativa

CAPO IV  
DISPOSIZIONI FINANZIARIE E FINALI

- Art. 12 – Disposizioni finanziarie
- Art. 13 – Abrogazione

CAPO I  
DISPOSIZIONI GENERALI

Art. 1  
(Finalità)

1. In relazione al combinato disposto degli articoli 117, commi 3, 5 e 9, della Costituzione e 10 della legge costituzionale 18 ottobre 2001, n. 3 (Modifiche al Titolo V della parte seconda della Costituzione), e nel rispetto degli indirizzi di politica estera dello Stato e delle leggi

l'État en matière d'affaires étrangères et aux lois n° 131 du 5 juin 2003 – portant dispositions d'adaptation de l'ordre juridique de la République à la loi constitutionnelle n° 3 du 18 octobre 2001 – et n° 11 du 4 février 2005 portant dispositions générales sur la participation de l'Italie aux procédures législatives de l'Union européenne et sur les procédures d'exécution des obligations communautaires, la présente loi a pour objet de:

- a) Fixer les dispositions en matière de relations internationales et de rapports de la Région avec l'Union européenne;
- b) Réglementer les activités de la Région sur les plans international et européen;
- c) Définir les modalités de participation de la Région aux procédures législatives de l'Union européenne et les procédures d'exécution des obligations qui découlent de l'appartenance de l'Italie à l'Union européenne.

Art. 2  
(*Domaine d'application*)

1. La Région, dans le cadre des activités internationales qu'elle exerce dans les matières relevant de sa compétence:
  - a) Met en place des activités et initiatives tendant à renforcer et à approfondir la coopération et les relations de bon voisinage entre les régions et les populations de l'arc alpin;
  - b) Encourage la coopération interrégionale, transfrontalière et transnationale, formule des propositions et lance des initiatives ayant pour but le développement et le renforcement des partenariats institutionnels;
  - c) Conclut des conventions avec des organismes territoriaux d'autres pays ainsi que des accords avec d'autres pays, selon les modalités et les prescriptions visées à l'article 6 de la loi n° 131 de 2003.
2. La Région, dans le cadre des activités à caractère européen qu'elle exerce dans les matières relevant de sa compétence:
  - a) Encourage et favorise les études, la recherche, l'échange d'expériences et d'informations ainsi que la diffusion des connaissances, dans le but de promouvoir l'unité européenne, avec une attention toute particulière aux initiatives visant le renforcement de l'identité européenne parmi les jeunes;
  - b) Divulgue la connaissance des institutions, des politiques et des activités de l'Union européenne auprès des citoyens, des collectivités locales et des acteurs de la société civile et favorise la participation de ceux-ci aux programmes et projets de l'Union européenne;
  - c) Contribue, au sein des instances où elle est représentée, au respect, à la sauvegarde et à la mise en valeur, dans le cadre européen, des langues et cultures les moins répandues et de leur particularisme, afin de soutenir et alimenter une Europe de la diversité;
  - d) Développe des relations avec les organisations pro-

5 giugno 2003, n. 131 (Disposizioni per l'adeguamento dell'ordinamento della Repubblica alla legge costituzionale 18 ottobre 2001, n. 3), e 4 febbraio 2005, n. 11 (Norme generali sulla partecipazione dell'Italia al processo normativo dell'Unione europea e sulle procedure di esecuzione degli obblighi comunitari), la presente legge:

- a) detta disposizioni in materia di relazioni internazionali e con l'Unione europea della Regione;
- b) disciplina le attività di rilievo internazionale ed europeo della Regione;
- c) disciplina le modalità di partecipazione della Regione ai processi normativi dell'Unione europea e di adempimento degli obblighi derivanti dall'appartenenza dell'Italia all'Unione europea.

Art. 2  
(*Ambiti di intervento*)

1. La Regione, nell'esercizio delle attività di rilievo internazionale nelle materie di sua competenza, provvede a:
  - a) sviluppare attività e iniziative tese a rafforzare ed approfondire la cooperazione e le relazioni di buon vicinato tra le regioni e le popolazioni dell'arco alpino;
  - b) promuovere la cooperazione interregionale, transfrontaliera e transnazionale, predisporre proposte e attuare iniziative per lo sviluppo ed il potenziamento di partenariati istituzionali;
  - c) concludere convenzioni con enti territoriali interni ad altri Stati e accordi con altri Stati, nei limiti e secondo le modalità di cui all'articolo 6 della legge n. 131/2003.
2. La Regione, nell'esercizio delle attività di rilievo europeo nelle materie di sue competenza, provvede a:
  - a) promuovere e favorire iniziative di studio, di ricerca, di scambio di esperienze, di informazione e di divulgazione volte alla promozione dell'unità europea, con particolare attenzione alle iniziative dirette al consolidamento, tra i giovani, dell'identità europea;
  - b) promuovere la conoscenza delle istituzioni, delle politiche e delle attività dell'Unione europea presso i cittadini, gli enti locali e i soggetti della società civile, favorendone la partecipazione ai programmi e ai progetti promossi dall'Unione europea;
  - c) contribuire, nelle sedi in cui essa è rappresentata, a promuovere il rispetto, la tutela e la valorizzazione, in ambito europeo, delle lingue e culture meno diffuse e della loro particolarità, al fine di sostenere e consolidare un'Europa della diversità;
  - d) stabilire relazioni con le organizzazioni europeiste, regionaliste e federaliste;
  - e) partecipare ad organismi e associazioni costituiti tra le Regioni, le Province autonome ed i Comuni

- européennes, régionalistes et fédéralistes;
- e) Participe aux organismes et associations créés entre les régions, les provinces autonomes et les communes dans le cadre des activités de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe;
  - f) Encourage le jumelage des communes, seules ou regroupées en associations, avec celles d'autres Etats membres de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe;
  - g) Participe aux procédures législatives de l'Union européenne et assure l'exécution des obligations qui lui incombent du fait de l'appartenance de l'Italie à l'Union européenne;
  - h) Applique les politiques européennes, eu égard notamment à leur caractère interrégional, transfrontalier et transnational.

Art. 3

*(Activités visant la promotion de la francophonie)*

1. La Région reconnaît dans la langue française l'une des racines les plus profondes de son autonomie historique, culturelle et institutionnelle et considère comme relevant de sa propre responsabilité l'objectif de pérenniser et de rendre cette langue disponible pour les générations futures.
2. La Région, dans le cadre de ses activités et de ses relations à caractère international et européen visées à l'article 2, encourage les initiatives de coopération, les échanges, les partenariats, ainsi que toute forme de collaboration ayant pour objectif le rayonnement de la langue française sur la scène internationale.
3. Au titre des objectifs stipulés aux 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> alinéas, la Région, par le biais du Conseil de la Vallée, assure sa participation, notamment, au sein de l'Assemblée parlementaire de la francophonie.

Art. 4

*(Orientations et organisation de l'activité européenne et internationale de la Région)*

1. Le Conseil de la Vallée, dans les six mois qui suivent le début de la législature, sur proposition du Gouvernement régional, adopte un document pluriannuel d'orientation sur l'activité européenne et internationale de la Région illustrant les lignes directrices de l'action régionale, les matières d'intérêt régional et les priorités y afférentes, y compris celles à caractère territorial.
2. Le Gouvernement régional, dans le cadre des priorités définies par le document visé au 1<sup>er</sup> alinéa, par sa délibération:
  - a) Définit les activités et les initiatives à lancer;
  - b) Attribue aux structures de l'Administration régionale les compétences nécessaires pour mettre en place les activités mentionnées sous a);
  - c) Fixe les dates de début et de fin des activités visées sous a) et définit en même temps les indicateurs de résultat y afférents;

- nell'ambito delle attività dell'Unione europea e del Consiglio d'Europa;
- f) favorire il gemellaggio dei Comuni, singolarmente o in forma associata, con i Comuni degli altri Stati membri dell'Unione europea e del Consiglio d'Europa;
  - g) partecipare ai processi normativi dell'Unione europea e dare esecuzione agli obblighi che le derivano dall'appartenenza dell'Italia all'Unione europea;
  - h) dare attuazione alle politiche europee, con particolare attenzione ai loro profili di carattere interregionale, transfrontaliero e transnazionale.

Art. 3

*(Attività a sostegno della francofonia)*

1. La Regione riconosce nella lingua francese una delle radici più profonde della propria autonomia storica, culturale e istituzionale e ritiene propria responsabilità mantenerla viva e disponibile per le future generazioni.
2. La Regione, nell'ambito delle attività e delle relazioni di rilievo internazionale ed europeo di cui all'articolo 2, promuove le cooperazioni, gli scambi, i partenariati ed ogni altra forma di collaborazione intesa a favorire la diffusione internazionale della lingua francese.
3. Per il perseguimento delle finalità di cui ai commi 1 e 2, la Regione, per il tramite del Consiglio regionale, partecipa, in particolare, all'Assemblée parlementaire de la francophonie.

Art. 4

*(Indirizzi e disciplina dell'attività europea ed internazionale della Regione)*

1. Il Consiglio regionale, entro sei mesi dall'inizio della legislatura, su proposta della Giunta regionale, approva un documento pluriennale di indirizzo sulle attività di rilievo internazionale ed europeo della Regione, contenente le linee programmatiche per l'azione regionale, nonché l'indicazione delle materie di interesse regionale e delle relative priorità, anche territoriali, di intervento.
2. La Giunta regionale, nel rispetto degli indirizzi stabiliti dal documento di cui al comma 1, con apposita deliberazione:
  - a) specifica le attività e le singole iniziative da intraprendere;
  - b) attribuisce alle strutture dell'Amministrazione regionale le competenze finalizzate all'espletamento delle attività di cui alla lettera a);
  - c) stabilisce i tempi per l'inizio e la conclusione delle attività di cui alla lettera a), definendo, contestual-

- d) Indique les instruments nécessaires à la réalisation des activités visées sous a) et fixe les modalités de mise en œuvre, d'organisation et de financement de celles-ci.
3. Le Gouvernement régional définit, par sa délibération, les modalités d'organisation des missions à l'étranger ainsi que la mise en place et l'organisation des bureaux de liaison et de support technique situés à l'étranger et met au point les modalités éventuelles d'établissement de conventions passées avec les instances, les sociétés ou les associations ayant le savoir-faire et l'expérience requis.
4. Le Président de la Région présente au Conseil de la Vallée, dans le cadre d'une session européenne et internationale spécialement créée, dont les modalités de fonctionnement sont établies par le règlement intérieur du Conseil, un rapport sur les activités réalisées en application de la présente loi.

## CHAPITRE II ACTIVITÉS INTERNATIONALES ET EUROPÉENNES DE LA RÉGION

### Art. 5

*(Relations internationales et européennes de la Région)*

1. Dans le cadre des activités européennes et internationales relevant de l'article 2 et conformément aux orientations établies par le document visé à l'article 4, le Gouvernement régional assure, notamment, la réalisation des activités suivantes:
- a) Coopération au développement, solidarité internationale et aide humanitaire;
  - b) Échange d'expériences et assistance institutionnelle aux administrations d'autres Régions, instances, associations et organisations étrangères ou internationales, plus particulièrement dans le cadre des problématiques communes aux zones de montagne, des autonomies régionales spéciales ainsi que de la sauvegarde et de la promotion des langues régionales, minoritaires et moins répandues;
  - c) Soutien aux initiatives d'échange et de coopération dans les domaines de l'éducation, universitaire et des politiques de la jeunesse;
  - d) Soutien et promotion des jumelages entre les communes de la Région – seules ou regroupées en associations – et les communes de l'Union européenne et hors Union européenne et des activités réalisées dans ce cadre;
  - e) Promotion directe dans les domaines du marketing territorial, du commerce et de la coopération industrielle, du secteur agroalimentaire, de la culture et des sports;
  - f) Promotion indirecte, telles le soutien des acteurs publics et privés implantés en Vallée d'Aoste, en vue du lancement d'initiatives proches de celles énoncées sous e).

mente, i relativi indicatori di risultato;

d) indica gli strumenti necessari alla realizzazione delle attività di cui alla lettera a), definendo, contestualmente, le modalità di attivazione, organizzazione e finanziamento delle suddette attività.

3. La Giunta regionale disciplina, inoltre, con propria deliberazione, le modalità di svolgimento delle missioni all'estero, di apertura e di organizzazione degli uffici di collegamento e supporto tecnico all'estero e quelle per l'eventuale attivazione di convenzioni con enti, società ed associazioni dotati delle necessarie capacità ed esperienza.
4. Il Presidente della Regione presenta al Consiglio regionale, nell'ambito di un'apposita sessione europea e internazionale le cui modalità di svolgimento sono stabilite dal regolamento interno del Consiglio, una relazione sulle attività svolte in attuazione della presente legge.

## CAPO II ATTIVITÀ DI RILIEVO INTERNAZIONALE ED EUROPEO DELLA REGIONE

### Art. 5

*(Relazioni internazionali ed europee della Regione)*

1. Nell'ambito delle attività di rilievo internazionale ed europeo di cui all'articolo 2 e nel rispetto degli indirizzi stabiliti dal documento di cui all'articolo 4, la Giunta regionale provvede, in particolare, alla realizzazione di iniziative nei seguenti settori:
- a) cooperazione allo sviluppo, solidarietà internazionale e aiuto umanitario;
  - b) scambio di esperienze e assistenza istituzionale alle amministrazioni di Regioni ed altri enti, associazioni e organizzazioni esteri e internazionali, in particolare nell'ambito delle problematiche comuni alle zone di montagna, delle autonomie regionali speciali e della tutela e promozione delle lingue regionali, minoritarie e meno diffuse;
  - c) supporto ad attività di scambio e collaborazione in materia di istruzione, di università e di politiche giovanili;
  - d) sostegno, promozione ed incentivazione dei gemellaggi tra i Comuni della regione, singolarmente o in forma associata, e quelli europei ed extraeuropei, nonché delle iniziative correlate;
  - e) promozione diretta nel campo del marketing territoriale, del commercio, della cooperazione industriale, dell'agroalimentare, della cultura e dello sport;
  - f) promozione indiretta sotto forma di supporto a soggetti pubblici e privati presenti sul territorio regionale, per l'attuazione di iniziative similari a quelle di cui alla lettera e).

Art. 6

*(Mise en œuvre des politiques européennes et création d'un point d'information sur l'Union européenne)*

1. La Région, dans le cadre des matières relevant de sa compétence, participe aux programmes et aux projets initiés par l'Union européenne. Le Gouvernement régional, par sa délibération, définit les modalités du cofinancement éventuel et de l'acquisition des services organisationnels à l'appui des initiatives visées au présent alinéa. Les communes, communautés de montagne, instances et entreprises à participation totalement ou partiellement régionale, constituées sous quelque forme que ce soit, se concertent avec la structure compétente de la Région en matière d'affaires européennes, ci-après dénommée structure compétente, quant à l'opportunité et aux modalités de sa participation aux programmes et projets mis en place par l'Union européenne.
2. Aux fins de la poursuite des objectifs évoqués sous a) du 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 2, le Gouvernement régional procède à la création, au sein de la structure compétente, d'un point d'informations au service des citoyens sur les institutions, les politiques et les activités de l'Union européenne et en définit les modalités de fonctionnement.

Art. 7

*(Institution du Bureau de représentation à Bruxelles)*

1. Aux fins de la poursuite des objectifs énoncés au 2<sup>ème</sup> alinéa du 2<sup>ème</sup> article, le Gouvernement régional procède à l'institution, en application des principes visés au 4<sup>ème</sup> alinéa de l'article 58 de la loi n° 52 du 6 février 1996 portant dispositions d'exécution des obligations dérivant de l'appartenance de l'Italie aux Communautés européennes (Loi communautaire 1994), d'une structure dénommée «Bureau de représentation», auprès du siège des institutions de l'Union européenne à Bruxelles, en tant qu'instrument de liaison technique, administrative et opérationnelle entre les structures régionales et les bureaux, les organismes et les institutions de l'Union européenne. Le Gouvernement régional définit les modalités de mise en place et d'organisation de cette structure.

CHAPITRE III  
PARTICIPATION DE LA RÉGION AUX PROCÉDURES  
LÉGISLATIVES DE L'UNION EUROPÉENNE ET  
PROCÉDURES D'EXÉCUTION DES OBLIGATIONS  
COMMUNAUTAIRES

Art. 8

*(Participation de la Région à l'élaboration des actes communautaires)*

1. La Région concourt directement, dans les matières relevant de sa compétence, à l'élaboration des actes communautaires et assure sa participation, dans le cadre des délégations du Gouvernement italien, aux activités du Conseil, des groupes de travail, des comités techniques du Conseil et de la Commission de l'Union européenne,

Art. 6

*(Attuazione delle politiche europee e istituzione di uno sportello di informazione sull'Unione europea)*

1. La Regione, nelle materie di sua competenza, partecipa ai programmi e ai progetti promossi dall'Unione europea. La Giunta regionale determina, con propria deliberazione, le modalità per l'eventuale cofinanziamento e l'acquisizione di servizi organizzativi di sostegno delle iniziative di cui al presente comma. I Comuni, le Comunità montane, gli enti e le aziende strumentali della Regione, in qualsiasi forma costituiti, concordano con la struttura regionale competente in materia di affari europei, di seguito denominata struttura competente, l'opportunità e le modalità della propria partecipazione ai programmi e ai progetti promossi dall'Unione europea.
2. Per il perseguimento delle finalità di cui all'articolo 2, comma 2, lettera a), la Giunta regionale istituisce, nell'ambito della struttura competente, uno sportello di informazione al cittadino sulle istituzioni, le politiche e le attività dell'Unione europea e ne determina le modalità di funzionamento.

Art. 7

*(Istituzione dell'Ufficio di rappresentanza a Bruxelles)*

1. Per il perseguimento delle finalità di cui all'articolo 2, comma 2, la Giunta regionale, in attuazione di quanto disposto dall'articolo 58, comma 4, della legge 6 febbraio 1996, n. 52 (Disposizioni per l'adempimento di obblighi derivanti dall'appartenenza dell'Italia alle Comunità europee - legge comunitaria 1994), istituisce, presso la sede delle istituzioni dell'Unione europea a Bruxelles, la struttura denominata Ufficio di rappresentanza, quale strumento di collegamento tecnico, amministrativo e operativo tra le strutture regionali e gli uffici, gli organismi e le istituzioni dell'Unione europea. La Giunta regionale stabilisce altresì le modalità di apertura e di organizzazione della suddetta struttura.

CAPO III  
PARTECIPAZIONE DELLA REGIONE AI PROCESSI  
NORMATIVI DELL'UNIONE EUROPEA E PROCEDURE  
DI ADEMPIMENTO DEGLI OBBLIGHI COMUNI-  
TARI

Art. 8

*(Partecipazione della Regione alla formazione degli atti comunitari)*

1. Nelle materie di sua competenza, la Regione concorre direttamente alla formazione degli atti comunitari, partecipando, nell'ambito delle delegazioni del Governo italiano, alle attività del Consiglio, dei gruppi di lavoro, dei comitati tecnici del Consiglio e della Commissione europea, secondo le modalità stabilite dall'articolo 5

selon les modalités fixées par l'article 5 de la loi n° 131 de 2003.

2. Le Gouvernement régional définit par sa délibération les modalités de participation de la Région visées au 1<sup>er</sup> alinéa et fixe les modalités de participation aux autres activités visant l'élaboration des actes législatifs communautaires énoncés à l'article 5 de la loi n° 11 de 2005.

Art. 9  
(Loi communautaire régionale)

1. La Région, pour ce qui est des matières relevant de sa compétence, met en exécution sans délai les actes législatifs émanant de l'Union européenne ainsi que les arrêts de la Cour de justice des Communautés européennes.
2. Avant le 31 mars de chaque année, le Gouvernement régional, après vérification de l'état de conformité de la législation régionale à l'acquis communautaire, soumet au Conseil de la Vallée un projet de loi portant «Dispositions pour l'exécution des obligations de la Région Autonome Vallée d'Aoste découlant de l'appartenance de l'Italie aux Communautés européennes»; cet intitulé est accompagné du code d'identification des directives appliquées et de la mention «Loi communautaire régionale», suivie de l'année de référence.
3. Dans le cadre du rapport relatif au projet de loi mentionné au 2<sup>ème</sup> alinéa, le Gouvernement régional:
  - a) Rend compte de l'état de conformité de la législation régionale au droit communautaire et sur toute procédure éventuelle d'infraction à l'encontre de l'État suite aux irrégularités commises par la Région;
  - b) Fournit la liste des actes législatifs communautaires susceptibles d'être appliqués ou exécutés par voie administrative.

Art. 10  
(Contenu de la loi communautaire régionale)

1. La loi communautaire régionale:
  - a) Fixe les dispositions d'application ou toute disposition nécessaire pour assurer la mise à exécution des actes législatifs émanant de l'Union européenne dans les matières relevant de la compétence de la Région;
  - b) Fixe les dispositions visant à donner exécution aux arrêts de la Cour de justice des Communautés européennes ainsi qu'aux actes de la Commission européenne entraînant pour la Région l'obligation de s'y conformer;
  - c) Adopte les dispositions de modification ou d'abrogation de la législation régionale nécessaires à l'exécution ou à l'application des actes communautaires mentionnés sous a) et b);
  - d) Indique les actes législatifs communautaires que le Gouvernement est autorisé à exécuter ou à appliquer par voie administrative, ainsi que les critères et les orientations nécessaires à cette fin;

della legge n. 131/2003.

2. La Giunta regionale disciplina, con propria deliberazione, le modalità di partecipazione della Regione alle attività di cui al comma 1 e alle altre attività dirette alla formazione degli atti normativi comunitari di cui all'articolo 5 della legge n. 11/2005.

Art. 9  
(Legge comunitaria regionale)

1. La Regione, nelle materie di sua competenza, dà tempestiva attuazione agli atti normativi comunitari e alle sentenze della Corte di giustizia delle Comunità europee.
2. Entro il 31 marzo di ogni anno, la Giunta regionale, previa verifica dello stato di conformità dell'ordinamento regionale al diritto comunitario, presenta al Consiglio regionale un disegno di legge recante «Disposizioni per l'adempimento degli obblighi della Regione autonoma Valle d'Aosta derivanti dall'appartenenza dell'Italia alle Comunità europee»; il titolo è completato dal numero identificativo delle direttive recepite e dall'indicazione «Legge comunitaria regionale», seguita dall'anno di riferimento.
3. Nella relazione sul disegno di legge di cui al comma 2, la Giunta regionale:
  - a) riferisce in merito allo stato di conformità dell'ordinamento regionale al diritto comunitario e alle eventuali procedure di infrazione a carico dello Stato in conseguenza di inadempimenti della Regione;
  - b) fornisce l'elenco degli atti normativi comunitari da applicarsi o eseguirsi in via amministrativa.

Art. 10  
(Contenuti della legge comunitaria regionale)

1. La legge comunitaria regionale:
  - a) detta disposizioni per l'esecuzione o l'applicazione degli atti normativi emanati dall'Unione europea nelle materie di competenza della Regione;
  - b) detta disposizioni per l'esecuzione delle sentenze della Corte di giustizia delle Comunità europee e degli atti della Commissione europea che comportano obbligo di adeguamento per la Regione;
  - c) reca disposizioni modificative o abrogative di norme regionali, per l'esecuzione o l'applicazione degli atti comunitari di cui alle lettere a) e b);
  - d) individua gli atti normativi comunitari alla cui esecuzione o applicazione la Giunta regionale è autorizzata a provvedere in via amministrativa, dettando i criteri e gli indirizzi allo scopo necessari;
  - e) reca disposizioni procedurali, modificative e abrogative per l'attuazione di programmi regionali cofinanziati dall'Unione europea.

- e) Adopte les procédures et les dispositions de modification et d'abrogation nécessaires à la mise en œuvre des programmes régionaux cofinancés par l'Union européenne.
2. La loi communautaire régionale est assortie des deux annexes suivantes:
- a) La liste des actes législatifs communautaires n'exigeant pas d'acte de transposition, la législation régionale étant déjà conforme à ceux-ci;
- b) La liste des actes législatifs communautaires que le Gouvernement régional a adoptés ou appliqués par voie administrative.
3. Le Président de la Région transmet au Président du Conseil des ministres, selon les modalités visées au 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 16 de la loi n° 11 de 2005, le texte de la loi communautaire régionale, accompagné du rapport y afférent, ainsi que les documents mentionnés à la lettre b) du 2<sup>ème</sup> alinéa.

Art. 11  
*(Adaptations de nature technique  
à apporter par voie administrative)*

1. Le Président du Gouvernement, par arrêté et après délibération du Gouvernement régional, est autorisé à appliquer par voie administrative les dispositions communautaires qui ne sont pas applicables directement et qui modifient les modalités d'exécution et d'autres aspects de nature technique concernant des actes législatifs communautaires ayant déjà été transposés dans la législation régionale.

CHAPITRE IV  
DISPOSITIONS FINANCIÈRES ET FINALES

Art. 12  
*(Dispositions financières)*

1. La dépense découlant de l'application des articles 6 et 7 de la présente loi est fixée globalement à 230 000 euros à compter de l'année 2006.
2. Ladite dépense est inscrite dans l'état prévisionnel de la dépense des budgets 2006 et 2006/2008, à l'objectif programmatique 1.3.1. (Fonctionnement des services régionaux).
3. La dépense visée au premier alinéa est financée au titre des années 2006, 2007 et 2008 sur les budgets 2006 et 2006/2008, à raison de:
- a) 55 000 euros par an au titre des années 2006, 2007 et 2008 à prélever sur les ressources inscrites à l'objectif programmatique 2.2.2.17. (Programmes communautaires cofinancés), au chapitre 25058 (Dépense pour les prestations de services et l'achat de livres, publications, textes juridiques en vue de la mise en fonction d'un point d'information pour le citoyen sur

2. Alla legge comunitaria regionale sono allegati i due documenti di seguito indicati:
- a) elenco degli atti normativi comunitari che non necessitano di recepimento, in quanto l'ordinamento regionale risulta già conforme ad essi;
- b) elenco degli atti normativi comunitari recepiti o applicati in via amministrativa dalla Giunta regionale.
3. Il Presidente della Regione trasmette al Presidente del Consiglio dei ministri, con le modalità di cui all'articolo 16, comma 2, della legge n. 11/2005, il testo della legge comunitaria regionale, unitamente alla relazione, e gli atti di cui al comma 2, lettera b).

Art. 11  
*(Adeguamenti tecnici da apportarsi  
in via amministrativa)*

1. Alle disposizioni comunitarie non direttamente applicabili che modificano modalità esecutive e caratteristiche di ordine tecnico di atti normativi comunitari già recepiti nell'ordinamento regionale, è data attuazione in via amministrativa con decreto del Presidente della Regione, previa deliberazione della Giunta regionale.

CAPO IV  
DISPOSIZIONI FINANZIARIE E FINALI

Art. 12  
*(Disposizioni finanziarie)*

1. L'onere derivante dall'applicazione degli articoli 6 e 7 della presente legge è determinato in complessivi euro 230.000 a decorrere dall'anno 2006.
2. L'onere di cui sopra trova copertura nello stato di previsione della spesa del bilancio della Regione per l'anno finanziario 2006 e di quello pluriennale per il triennio 2006/2008, nell'obiettivo programmatico 1.3.1 (Funzionamento dei servizi regionali).
3. Al finanziamento dell'onere di cui al comma 1, si provvede – con riferimento agli anni 2006, 2007 e 2008 dei bilanci per l'anno finanziario e per il triennio 2006/2008 – come segue:
- a) per annui euro 55.000, mediante riduzione di pari importo dello stanziamento iscritto al capitolo 25058 (Spese per prestazioni di servizi e acquisto di libri, pubblicazioni, testi giuridici connessi all'attivazione di un punto di informazione al cittadino sulle principali politiche e istituzioni dell'Unione Europea)



les principales politiques et institutions de l'Union européenne);

- b) 175 000 euros par an au titre des années 2006, 2007 et 2008 à prélever sur les ressources inscrites à l'objectif programmatique 2.1.4.02 (Participations actionnaires et attributions), au chapitre 35620 (Dépenses pour la constitution du fonds de dotation de Finaosta S.p.A. pour les interventions de la gestion spéciale).

4. Aux fins de la présente loi, le Gouvernement régional est autorisé à délibérer les rectifications du budget qui s'avèrent nécessaires, sur proposition de l'Assesseur régional compétent en matière de budget et de finances.

Art. 13  
(Abrogation)

1. Le 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 3 de la loi régionale n° 13 du 20 juillet 2004 est abrogé.

La présente loi est publiée au Bulletin officiel de la Région.

Quiconque est tenu de l'observer et de la faire observer comme loi de la Région autonome Vallée d'Aoste.

Fait à Aoste, le 16 mars 2006.

Le président,  
Luciano CAVERI

**LAVORI PREPARATORI**

Disegno di legge n. 103

- di iniziativa della Giunta regionale (atto n. 4024 del 26.11.2005);
- presentato al Consiglio regionale in data 05.12.2005;
- assegnato alla Commissioni consiliari permanenti I e II in data 22.12.2005;
- esaminato dalla I Commissione consiliare permanente, con parere in data 02.02.2006 e relazione del Consigliere CESAL;
- esaminato dalla II Commissione consiliare permanente, con parere in data 03.02.2006 e relazione della Consigliera Adriana VIÉRIN;
- approvato dal Consiglio regionale nella seduta del 09.03.2006, con deliberazione n. 1832/XII;
- trasmesso al Presidente della Regione in data 15.03.2006.

dell'obiettivo programmatico 2.2.2.17. (Programmi comunitari cofinanziati);

- b) per annui euro 175.000, mediante riduzione di pari importo dello stanziamento iscritto al capitolo 35620 (Spese per la costituzione del fondo di dotazione della Finaosta S.p.A. per gli interventi della gestione speciale) dell'obiettivo programmatico 2.1.4.02. (Partecipazioni azionarie e conferimenti).

4. Per l'applicazione della presente legge, la Giunta regionale è autorizzata ad apportare, con propria deliberazione, su proposta dell'assessore regionale competente in materia di bilancio, le occorrenti variazioni di bilancio.

Art. 13  
(Abrogazione)

1. Il comma 2 dell'articolo 3 della legge regionale 20 luglio 2004, n. 13, è abrogato.

La presente legge sarà pubblicata sul Bollettino Ufficiale della Regione.

È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della Regione Autonoma Valle d'Aosta.

Aosta, 16 marzo 2006.

Il Presidente  
CAVERI

**TRAVAUX PRÉPARATOIRES**

Projet de loi n° 103

- à l'initiative du Gouvernement régional (délibération n° 4024 du 26.11.2005) ;
- présenté au Conseil régional en date du 05.12.2005 ;
- soumis aux Commissions permanentes du Conseil I<sup>ère</sup> et II<sup>ème</sup> en date du 22.12.2005 ;
- examiné par la I<sup>ère</sup> Commission permanente du Conseil – avis en date du 02.02.2006 et rapport du Conseiller CESAL ;
- examiné par la II<sup>ème</sup> Commission permanente du Conseil – avis en date du 03.02.2006 et rapport de la Conseillère Adriana VIÉRIN ;
- approuvé par le Conseil régional lors de la séance du 09.03.2006, délibération n° 1832/XII ;
- transmis au Président de la Région en date du 15.03.2006.

**Le seguenti note, redatte a cura dell'Ufficio del Bollettino ufficiale hanno il solo scopo di facilitare la lettura delle disposizioni di legge richiamate. Restano invariati il valore e l'efficacia degli atti legislativi qui trascritti.**

NOTE ALLA LEGGE REGIONALE  
16 MARZO 2006, N. 8

**Note all'articolo 1:**

<sup>(1)</sup> Il comma 3 dell'articolo 117 della Costituzione prevede quanto segue:

*«Sono materie di legislazione concorrente quelle relative a: rapporti internazionali e con l'Unione europea delle Regioni; commercio con l'estero; tutela e sicurezza del lavoro; istruzione, salva l'autonomia delle istituzioni scolastiche e con esclusione della istruzione e della formazione professionale; professioni; ricerca scientifica e tecnologica e sostegno all'innovazione per i settori produttivi; tutela della salute; alimentazione; ordinamento sportivo; protezione civile; governo del territorio; porti e aeroporti civili; grandi reti di trasporto e di navigazione; ordinamento della comunicazione; produzione, trasporto e distribuzione nazionale dell'energia; previdenza complementare e integrativa; armonizzazione dei bilanci pubblici e coordinamento della finanza pubblica e del sistema tributario; valorizzazione dei beni culturali e ambientali e promozione e organizzazione di attività culturali; casse di risparmio, casse rurali, aziende di credito a carattere regionale; enti di credito fondiario e agrario a carattere regionale. Nelle materie di legislazione concorrente spetta alle Regioni la potestà legislativa, salvo che per la determinazione dei principi fondamentali, riservata alla legislazione dello Stato.»*

<sup>(2)</sup> Il comma 5 dell'articolo 117 della Costituzione prevede quanto segue:

*«Le Regioni e le Province autonome di Trento e di Bolzano, nelle materie di loro competenza, partecipano alle decisioni dirette alla formazione degli atti normativi comunitari e provvedono all'attuazione e all'esecuzione degli accordi internazionali e degli atti dell'Unione europea, nel rispetto delle norme di procedura stabilite da legge dello Stato, che disciplina le modalità di esercizio del potere sostitutivo in caso di inadempienza.»*

<sup>(3)</sup> Il comma 9 dell'articolo 117 della Costituzione prevede quanto segue:

*«Nelle materie di sua competenza la Regione può concludere accordi con Stati e intese con enti territoriali interni ad altro Stato, nei casi e con le forme disciplinati da leggi dello Stato.»*

<sup>(4)</sup> L'articolo 10 della legge costituzionale 18 ottobre 2001, n. 3 prevede quanto segue:

*«10. 1. Sino all'adeguamento dei rispettivi statuti, le disposizioni della presente legge costituzionale si applicano anche alle Regioni a statuto speciale ed alle province autonome di Trento e di Bolzano per le parti in cui prevedono forme di autonomia più ampie rispetto a quelle già attribuite.»*

**Nota all'articolo 2:**

<sup>(5)</sup> L'articolo 6 della legge 5 giugno 2003, n. 131 prevede quanto segue:

«6. Attuazione dell'articolo 117, quinto e nono comma, della Costituzione sull'attività internazionale delle regioni.

1. Le Regioni e le Province autonome di Trento e di Bolzano, nelle materie di propria competenza legislativa, provvedono direttamente all'attuazione e all'esecuzione degli accordi internazionali ratificati, dandone preventiva comunicazione al Ministero degli affari esteri ed alla Presidenza del Consiglio dei ministri - Dipartimento per gli affari regionali, i quali, nei successivi trenta giorni dal relativo ricevimento, possono formulare criteri e osservazioni. In caso di inadempienza, ferma restando la responsabilità delle Regioni verso lo Stato, si applicano le disposizioni di cui all'articolo 8, commi 1, 4 e 5, in quanto compatibili.

2. Le Regioni e le Province autonome di Trento e di Bolzano, nelle materie di propria competenza legislativa, possono concludere, con enti territoriali interni ad altro Stato, intese dirette a favorire il loro sviluppo economico, sociale e culturale, nonché a realizzare attività di mero rilievo internazionale, dandone comunicazione prima della firma alla Presidenza del Consiglio dei ministri - Dipartimento per gli affari regionali ed al Ministero degli affari esteri, ai fini delle eventuali osservazioni di questi ultimi e dei Ministeri competenti, da far pervenire a cura del Dipartimento medesimo entro i successivi trenta giorni, decorsi i quali le Regioni e le Province autonome possono sottoscrivere l'intesa. Con gli atti relativi alle attività sopra indicate, le Regioni e le Province autonome di Trento e di Bolzano non possono esprimere valutazioni relative alla politica estera dello Stato, né possono assumere impegni dai quali derivino obblighi od oneri finanziari per lo Stato o che ledano gli interessi degli altri soggetti di cui all'articolo 114, primo comma, della Costituzione.

3. Le Regioni e le Province autonome di Trento e di Bolzano, nelle materie di propria competenza legislativa, possono, altresì, concludere con altri Stati accordi esecutivi ed applicativi di accordi internazionali regolarmente entrati in vigore, o accordi di natura tecnico-amministrativa, o accordi di natura programmatica finalizzati a favorire il loro sviluppo economico, sociale e culturale, nel rispetto della Costituzione, dei vincoli derivanti dall'ordinamento comunitario, dagli obblighi internazionali e dalle linee e dagli indirizzi di politica estera italiana, nonché, nelle materie di cui all'articolo 117, terzo comma, della Costituzione, dei principi fondamentali dettati dalle leggi dello Stato. A tale fine ogni Regione o Provincia autonoma dà tempestiva comunicazione delle trattative al Ministero degli affari esteri ed alla Presidenza del Consiglio dei ministri - Dipartimento per gli affari regionali, che ne danno a loro volta comunicazione ai Ministeri competenti. Il Ministero degli affari esteri può indicare principi e criteri da seguire nella conduzione dei negoziati; qualora questi ultimi si svolgano all'estero, le competenti rappresentanze diplomatiche e i competenti uffici consolari italiani, previa intesa con la Regione o con la Provincia autonoma, collaborano alla conduzione delle trattative. La Regione o la Provincia autonoma, prima di sottoscrivere l'accordo, comunica il relativo progetto al Ministero degli affari esteri, il quale, sentita la Presidenza del Consiglio dei ministri - Dipartimento per gli affari regionali, ed accertata l'opportunità politica e la legittimità dell'accordo, ai sensi del presente comma, conferisce i pieni poteri di firma previ-

sti dalle norme del diritto internazionale generale e dalla Convenzione di Vienna sul diritto dei trattati del 23 maggio 1969, ratificata ai sensi della legge 12 febbraio 1974, n. 112. Gli accordi sottoscritti in assenza del conferimento di pieni poteri sono nulli.

4. Agli accordi stipulati dalle Regioni e dalle Province autonome di Trento e di Bolzano è data pubblicità in base alla legislazione vigente.
5. Il Ministro degli affari esteri può, in qualsiasi momento, rappresentare alla Regione o alla Provincia autonoma interessata questioni di opportunità inerenti alle attività di cui ai commi da 1 a 3 e derivanti dalle scelte e dagli indirizzi di politica estera dello Stato e, in caso di dissenso, sentita la Presidenza del Consiglio dei ministri - Dipartimento per gli affari regionali, chiedere che la questione sia portata in Consiglio dei ministri che, con l'intervento del Presidente della Giunta regionale o provinciale interessata, delibera sulla questione.
6. In caso di violazione degli accordi di cui al comma 3, ferma restando la responsabilità delle Regioni verso lo Stato, si applicano le disposizioni dell'articolo 8, commi 1, 4 e 5, in quanto compatibili.
7. Resta fermo che i Comuni, le Province e le Città metropolitane continuano a svolgere attività di mero rilievo internazionale nelle materie loro attribuite, secondo l'ordinamento vigente, comunicando alle Regioni competenti ed alle amministrazioni di cui al comma 2 ogni iniziativa.».

#### Nota all'articolo 7:

<sup>(6)</sup> Il comma 4 dell'articolo 58 della legge 6 febbraio 1996, n. 52 prevede quanto segue:

«4. Le regioni nonché le province autonome di Trento e di Bolzano hanno la facoltà di istituire presso le sedi delle istituzioni dell'Unione europea uffici di collegamento propri o comuni con altre regioni o enti appartenenti all'Unione europea nell'ambito della cooperazione transfrontaliera o di accordi internazionali. Gli uffici regionali e provinciali intrattengono rapporti con le istituzioni comunitarie nelle materie di rispettiva competenza. Gli oneri derivanti dall'istituzione degli uffici sono posti a carico dei rispettivi bilanci delle regioni e delle province autonome.».

#### Note all'articolo 8:

<sup>(7)</sup> L'articolo 5 della legge 5 giugno 2003, n. 131 prevede quanto segue:

«5. Attuazione dell'articolo 117, quinto comma, della Costituzione sulla partecipazione delle regioni in materia comunitaria.

1. Le Regioni e le Province autonome di Trento e di Bolzano concorrono direttamente, nelle materie di loro competenza legislativa, alla formazione degli atti comunitari, partecipando, nell'ambito delle delegazioni del Governo, alle attività del Consiglio e dei gruppi di lavoro e dei comitati del Consiglio e della Commissione europea, secondo modalità da concordare in sede di Conferenza Stato-Regioni che tengano conto della particolarità delle autonomie speciali e, comunque, garantendo l'unitarietà della rappresentazione della posizione italiana da parte del Capo delegazione designato dal Governo. Nelle delegazioni del Governo deve essere prevista la partecipazione di al-

meno un rappresentante delle Regioni a statuto speciale e delle Province autonome di Trento e di Bolzano. Nelle materie che spettano alle Regioni ai sensi dell'articolo 117, quarto comma, della Costituzione, il Capo delegazione, che può essere anche un Presidente di Giunta regionale o di Provincia autonoma, è designato dal Governo sulla base di criteri e procedure determinati con un accordo generale di cooperazione tra Governo, Regioni a statuto ordinario e a statuto speciale stipulato in sede di Conferenza Stato-Regioni. In attesa o in mancanza di tale accordo, il Capo delegazione è designato dal Governo. Dall'attuazione del presente articolo non possono derivare nuovi o maggiori oneri per la finanza pubblica.

2. Nelle materie di competenza legislativa delle Regioni e delle Province autonome di Trento e di Bolzano, il Governo può proporre ricorso dinanzi alla Corte di giustizia delle Comunità europee avverso gli atti normativi comunitari ritenuti illegittimi anche su richiesta di una delle Regioni o delle Province autonome. Il Governo è tenuto a proporre tale ricorso qualora esso sia richiesto dalla Conferenza Stato-Regioni a maggioranza assoluta delle Regioni e delle Province autonome.».

<sup>(8)</sup> L'articolo 5 della legge 4 febbraio 2005, n. 11 prevede quanto segue:

«5. Partecipazione delle regioni e delle province autonome alle decisioni relative alla formazione di atti normativi comunitari.

1. I progetti e gli atti di cui ai commi 1 e 2 dell'articolo 3 sono trasmessi dal Presidente del Consiglio dei Ministri o dal Ministro per le politiche comunitarie, contestualmente alla loro ricezione, alla Conferenza dei presidenti delle regioni e delle province autonome di Trento e di Bolzano e alla Conferenza dei presidenti dell'Assemblea, dei Consigli regionali e delle province autonome, ai fini dell'inoltro alle Giunte e ai Consigli regionali e delle province autonome, indicando la data presunta per la loro discussione o adozione.
2. Con le stesse modalità di cui al comma 1, la Presidenza del Consiglio dei Ministri - Dipartimento per le politiche comunitarie assicura alle regioni e alle province autonome un'informazione qualificata e tempestiva sui progetti e sugli atti trasmessi che rientrano nelle materie di competenza delle regioni e delle province autonome, curandone il costante aggiornamento.
3. Ai fini della formazione della posizione italiana, le regioni e le province autonome, nelle materie di loro competenza, entro venti giorni dalla data del ricevimento degli atti di cui ai commi 1 e 2 dell'articolo 3, possono trasmettere osservazioni al Presidente del Consiglio dei Ministri o al Ministro per le politiche comunitarie, per il tramite della Conferenza dei presidenti delle regioni e delle province autonome di Trento e di Bolzano o della Conferenza dei presidenti dell'Assemblea, dei Consigli regionali e delle province autonome.
4. Qualora un progetto di atto normativo comunitario riguardi una materia attribuita alla competenza legislativa delle regioni o delle province autonome e una o più regioni o province autonome ne facciano richiesta, il Governo convoca la Conferenza permanente per i rapporti tra lo Stato, le regioni e le province au-

- tonome di Trento e di Bolzano, ai fini del raggiungimento dell'intesa ai sensi dell'articolo 3 del decreto legislativo 28 agosto 1997, n. 281, entro il termine di venti giorni. Decorso tale termine, ovvero nei casi di urgenza motivata sopravvenuta, il Governo può procedere anche in mancanza dell'intesa.
5. Nei casi di cui al comma 4, qualora lo richieda la Conferenza permanente per i rapporti tra lo Stato, le regioni e le province autonome di Trento e di Bolzano, il Governo appone una riserva di esame in sede di Consiglio dei Ministri dell'Unione europea. In tale caso il Presidente del Consiglio dei Ministri ovvero il Ministro per le politiche comunitarie comunica alla Conferenza permanente per i rapporti tra lo Stato, le regioni e le province autonome di Trento e di Bolzano di avere apposto una riserva di esame in sede di Consiglio dei Ministri dell'Unione europea. Decorso il termine di venti giorni dalla predetta comunicazione, il Governo può procedere anche in mancanza della pronuncia della predetta Conferenza alle attività dirette alla formazione dei relativi atti comunitari.
  6. Salvo il caso di cui al comma 4, qualora le osservazioni delle regioni e delle province autonome non siano pervenute al Governo entro la data indicata all'atto di trasmissione dei progetti o, in mancanza, entro il giorno precedente quello della discussione in sede comunitaria, il Governo può comunque procedere alle attività dirette alla formazione dei relativi atti comunitari.
  7. Nelle materie di competenza delle regioni e delle province autonome, la Presidenza del Consiglio dei Ministri - Dipartimento per le politiche comunitarie, nell'esercizio delle competenze di cui all'articolo 3, comma 2, del decreto legislativo 30 luglio 1999, n. 303, convoca ai singoli tavoli di coordinamento nazionali i rappresentanti delle regioni e delle province autonome, individuati in base a criteri da stabilire in sede di Conferenza dei presidenti delle regioni e delle province autonome di Trento e di Bolzano, ai fini della successiva definizione della posizione italiana da sostenere, d'intesa con il Ministero degli affari esteri e con i Ministeri competenti per materia, in sede di Unione europea.
  8. Dall'attuazione del comma 7 non devono derivare nuovi o maggiori oneri a carico della finanza pubblica.
  9. Il Presidente del Consiglio dei Ministri o il Ministro per le politiche comunitarie informa tempestivamente le regioni e le province autonome, per il tramite della Conferenza dei presidenti delle regioni e delle province autonome di Trento e di Bolzano, delle proposte e delle materie di competenza delle regioni e delle province autonome che risultano inserite all'ordine del giorno delle riunioni del Consiglio dei Ministri dell'Unione europea.
  10. Il Presidente del Consiglio dei Ministri o il Ministro per le politiche comunitarie, prima dello svolgimento delle riunioni del Consiglio europeo, riferisce alla Conferenza permanente per i rapporti tra lo Stato, le regioni e le province autonome di Trento e di Bolzano, in sessione comunitaria, sulle proposte e sulle materie di competenza delle regioni e delle province autonome che risultano inserite all'ordine del giorno, illustrando la posizione che il Governo intende assumere. Il Governo riferisce altresì, su richiesta della predetta Conferenza, prima delle riunioni del Consiglio dei Ministri dell'Unione europea, alla Conferenza stessa, in sessione comunitaria, sulle proposte e sulle materie di competenza delle regioni e delle province autonome che risultano inserite all'ordine del giorno, illustrando la posizione che il Governo intende assumere.
  11. Il Presidente del Consiglio dei Ministri o il Ministro per le politiche comunitarie informa le regioni e le province autonome, per il tramite della Conferenza dei presidenti delle regioni e delle province autonome di Trento e di Bolzano, delle risultanze delle riunioni del Consiglio dei Ministri dell'Unione europea e del Consiglio europeo con riferimento alle materie di loro competenza, entro quindici giorni dallo svolgimento delle stesse.».

**Nota all'articolo 13:**

<sup>(9)</sup> Il comma 2 dell'articolo 3 della legge regionale 20 luglio 2004, n. 13 prevedeva quanto segue:

- «2. Uno dei disegni di legge collegati di cui al comma 1, ove necessario, è finalizzato al recepimento e all'attuazione di atti giuridici dell'Unione europea, nelle materie attribuite alla competenza legislativa della Regione.».